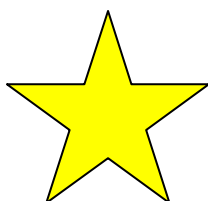


« ASE PLERE ANNOU LITE »

A LA CROISEE DES CHEMINS



**REGARD SUR UNE COMPOSANTE
DU MOUVEMENT ANTICOLONIALISTE MARTINICAIS**



José MUCRET

Robert SAE

Jean ABAUL

Ce travail est dédié à tous les militants du mouvement anticolonialiste qui ont perdu la vie. Nos pensées vont particulièrement à :

*Dominique AMAR,
Daniel GLOVIL,
Guy-Albert SAMATY
Désiré CANNENTERRE,
Clair CABRIMOL,
Georges MIREDDIN,
David MOUTENDA,
Herman RIBIER,
Didier Clément BARBARA,
Josiane JULIARD,
Georges Bernard MAUVOIS dit « TI-JO ».*

Que ces écrits soient reçus comme témoignage de reconnaissance à tous ceux qui ont contribué à l'édification de notre mouvement et comme offre de partage avec tous ceux qui œuvrent sincèrement à l'émancipation du peuple Martiniquais.

*Jean ABAUL, Co-fondateur du mouvement,
Membre du Comité Populaire Nord Caraïbe*

*Robert SAE, Co-fondateur du mouvement,
Ancien porte-parole du CNCP*

*José MUCRET, Co-fondateur du mouvement,
Membre du Comité Populaire Sud*

AVANT PROPOS

Nous voilà revenus au temps des guerres coloniales ! L'arrogance et la barbarie des impérialistes occidentaux, glorifiées par leurs médias, s'étalent sans complexe. Conscients que leur système est en fin de course et que les peuples refont irruption sur la scène de l'histoire, ils ont choisi de se lancer dans la politique de la terre brûlée. Le droit international est piétiné ; les libertés individuelles et collectives sont remises en cause par de nouvelles législations ; les organisations et mouvements populaires sont criminalisés ; le contrôle totalitariste des médias s'intensifie et, dans l'exploitation des masses populaires, le capitalisme retrouve l'agressivité qui avait prévalu à sa naissance.

Une telle configuration n'exige-t-elle pas que les anticolonialistes Martiniquais, patriotes, souverainistes, marxistes et autres « avant-gardes révolutionnaires » tirent un bilan lucide de la pratique qu'ils ont mise en œuvre ces dernières décennies ? L'urgence ne s'impose-t-elle pas de repenser la stratégie et les tactiques pour prétendre à une véritable émancipation ?

Avec ce document, la Coordination pour la Continuité de la Ligne Historique du Mouvement « ASE PLERE ANNOU LITE » souhaite porter sa contribution à cet indispensable travail de bilan et de réflexion. En premier lieu, nous tenterons de restituer le cheminement du mouvement issu de la « Ligne des Ouvriers et des Paysans ». En second lieu, nous nous arrêterons sur les perspectives qui, selon nous, conduiront notre peuple à la libération et à l'émancipation.

Nous sommes persuadés qu'il serait du plus grand intérêt pour notre cause commune, que les acteurs des autres organisations qui se revendiquent du marxisme et de l'anticolonialisme enrichissent la réflexion en produisant le bilan de leur pratique.

**MARTINIQUE
CARAIBE
1^{er} MAI 2012**

SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	2
 CHAPITRE I : L'EPREUVE DU TERRAIN	 5
A / Genèse et essor de la Ligne des Ouvriers et des Paysans	5
B / L'action sur le terrain : Repères historiques	6
1- L'immersion	6
2- L'intervention sur le front ouvrier	9
3- L'intervention sur le front paysan	11
4- L'intervention sur le front de l'éducation et de la culture	11
5- L'intervention sur le front écologique	13
6- L'intervention sur le front économique	13
7- Le soutien aux occupants légitimes	14
8- Les actions de solidarité internationaliste	16
9- La politique extérieure	17
10- L'intervention sur le front électoral	17
11- L'action dans l'émigration martiniquaise en France	18
C / Les organisations liées au mouvement	19
 CHAPITRE II : LES ENSEIGNEMENTS DE LA PRATIQUE	 23
A / Ce qui a permis les avancées	23
1- La rigueur idéologique	23
a) Mener la lutte idéologique	23
b) Mettre le Marxisme léninisme dans la rue	24
2- L'importance donnée à l'enquête	25
3- la pratique du bilan et de l'autocritique	25
4- Le caractère collectif de la direction et la responsabilité des militants	25

B / Positionnement théorique et idéologique	26
1- Parti et organisation de masse	26
2- Réflexions concernant les différents fronts d'intervention	29
a) Les Comités Populaires et le CNCP	29
b) Le front syndical et l'UGTM	31
c) Le front international	32
d) L'expérience de l'unité et des alliances	33
3- Les luttes de lignes au sein du mouvement	35
a) Quelle priorité ?	36
b) La lutte idéologique sur la question syndicale	36
c) Une offensive opportuniste interne	36
d) La scission	37
e) Le rideau de la « quatrième phase »	38
CHAPITRE III : PARCOURS DE MILITANTS	41
CHAPITRE IV : REGARD SUR LE MOUVEMENT ANTICOLONIALISTE	61
A / Une situation paradoxale	61
B / Les anticolonialistes face à leur responsabilité	62
CHAPITRE V : LES PERSPECTIVES	65
A / Impulser l'engagement citoyen collectif	66
B / Construire l'alternative	66
C / Construire la cohésion pour inverser le rapport des forces	67
D / Impulser la lutte contre le système capitaliste et la domination impérialiste !	
Exercer notre droit à l'autodétermination ! Globaliser les résistances !	68
E / Mener la bataille des idées	68
L'INTERNATIONALE	70

« Chaque génération doit, dans une relative opacité, découvrir sa mission, l'accomplir ou la trahir. »

Frantz FANON

CHAPITRE I

L'EPREUVE DU TERRAIN

A/ GENESE ET ESSOR DE LA LIGNE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS

En politique, pas plus qu'ailleurs, la génération spontanée n'existe pas. On peut considérer que le mouvement qui sera connu plus tard sous l'appellation « **Asé pléré Annou lité** » trouve ses premières racines dans l'action d'un noyau de militants qui s'est constitué en France à la fin des années 60. Il s'agissait essentiellement de jeunes dont la plupart avait déjà milité aux JEUNESSES COMMUNISTES en Martinique, avant de venir poursuivre leurs études en France. A cette époque, l'AGEM, (Association des Etudiants Martiniquais en France) était impulsée par des militants proches du Parti Communiste Martiniquais. Le mot d'ordre politique qui était défendu était celui de l'AUTONOMIE.

Les années 60 sont le théâtre d'une mutation à l'échelle internationale. Le vieux modèle est bousculé par les changements sur les plans politique, économique et social.

Au niveau mondial, les stratégies sur le plan industriel et commercial évoluent. Le développement de la société de consommation devient intempestif en même temps que s'annonce la fin de l'ère du plein emploi. Les luttes anti-impérialistes connaissent un fort regain et les mouvements révolutionnaires organisent un soutien très actif en France. Les actions de solidarité concernent le FLN Vietnamien, Cuba Révolutionnaire et les guérillas latino-américaines, le mouvement anti-apartheid d'Afrique du Sud, Les luttes armées en Angola, en Namibie, au Zimbabwe, en Guinée Bissau et Cap Vert, la Résistance Palestinienne, etc.

La scène internationale est bousculée par les événements en Tchécoslovaquie et la Révolution Culturelle Chinoise.

La réflexion relative aux nouveaux défis auxquels le monde se trouve confronté et les débats théoriques et idéologiques sont intenses. En même temps, les progrès

technologiques permettent une circulation plus large des idées révolutionnaires. (Les militants disposent de...ronéos et de porte-voix et de bombes spray pour les banderoles !)

C'est dans le mouvement étudiant que la contestation du « vieux modèle » devient particulièrement significative. En 1968, L'Allemagne, l'Italie, les Etats-Unis, le Japon, Le Mexique et Le Brésil sont concernés. En France, le mouvement de révolte sociale connaît une ampleur exceptionnelle quand les ouvriers se joignent aux étudiants dans la contestation. Evidemment, les étudiants Martiniquais en France se retrouvent au cœur de tout ce foisonnement intellectuel et militant. La proximité avec les étudiants et les représentations politiques d'organisations anti-impérialistes originaires de tous les continents, ne sera pas sans conséquence. Au cours de l'année universitaire 67/68, un vif débat politique agite l'AGEM et aboutit au 12^{ème} Congrès à l'adoption du mot d'ordre d'INDEPENDANCE NATIONALE POUR LA MARTINIQUE.

En 1970, le MXX12 (Mouvement communiste 20 décembre) est créé par des étudiants dont certains se trouvaient à la direction de l'AGEM où ils avaient mené la lutte pour l'adoption du mot d'ordre d'Indépendance. L'organisation se donnait pour tâche d'organiser le prolétariat immigré en parti politique autonome. On peut retrouver les thèses défendues par l'organisation dans le journal « Action Nouvelle » qu'elle a publié à l'époque.

Mais dès la fin de l'année universitaire 69/70, **les militants du MXX12, considérant que la « Révolution Martiniquaise » ne serait qu'un vœu pieux si « l'avant-garde » n'intervenait pas en priorité sur le « front national », décident d'arrêter leurs études et de rentrer au pays.** Une fois sur place, avec quelques militants déjà sur le sol national (essentiellement originaires de quartiers populaires), ils créent le GAP (Groupe d'Action Prolétarien).

B/ L'ACTION SUR LE TERRAIN : REPERES HISTORIQUES

(Sources : Archives du PTM)

1- L'IMMERSION

1970 : Premières tentatives d'implantation et premières actions : Parallèlement aux activités liées à l'orientation qui prônait la préparation des confrontations avec le colonialisme, des militants participent à l'organisation d'un groupe de jeunes à SAINT-ESPRIT et d'un noyau d'ouvriers de l'usine de PETIT-BOURG.

- Quelques mois après sa création, le GAP a été rejoint par de jeunes lycéens. Ceux-ci ont entrepris un travail d'organisation parmi les « enseignés ».

Le 10 janvier 1969 à la suite d'une grande manifestation, les lycéens avaient décidé de créer le MX1 (Mouvement du 10 Janvier) animé par des militants de tendances diverses. Les lycéens du GAP y sont actifs. Les débats idéologiques entre « trotskystes » et « maoïstes » se soldent par l'éclatement du mouvement en deux organisations « JAG » (Jeunesse d'avant-garde) et UCAEM (Union des Comités d'Action des Enseignés Martiniquais).

1970 / 1971 : Le GAP se donne pour objectif de « **mobiliser les masses** » autour de sujets qui les mécontentent. Cela se traduit par la tentative (peu réussie) de mobiliser les usagers de la compagnie de transport TUMA. Mais c'est surtout la campagne pour dénoncer le prix exorbitant d'un match, auquel le Brésilien PELE devait participer, qui porta le GAP au devant de la scène. L'organisation était parvenue à mobiliser des jeunes pour protester contre le prix prohibitif des places et les manifestations se sont terminées en affrontement avec la police.

- Lors de la grève des ouvriers du bâtiment de 1971, les militants tentent d'intervenir dans ce secteur. Mais les méfiances entretenues par la direction de la CGT de l'époque ne permettent pas à l'organisation de s'implanter sérieusement dans le secteur.

C'est à cette période que l'armée française envoie des ordres d'incorporation à plusieurs animateurs du GAP. A l'époque, le service militaire était encore obligatoire et le sursis dont avaient bénéficié ces militants, de par leur statut d'étudiant, était arrivé à échéance. Ils étaient fichés et le GAP avait été informé qu'ils seraient dirigés vers des camps disciplinaires. **Certains, défendant le principe de rupture, choisissent de partir à l'étranger.**

La nouvelle situation dans laquelle se retrouvent les militants restés sur le sol national, les amène à tirer un bilan de l'action de l'organisation. La réflexion porte sur l'absence d'ancrage réel dans la population. Les questions de la « liaison aux masses » et de « l'enquête » sont posées.

Désormais, s'édifie la « **ligne des ouvriers et des paysans** ». A cet égard, des moments clés méritent d'être notés : la parution du texte « SERVIR LE PEUPLE », les séminaires de juillet 1973 et de juillet 1974.

L'organisation crée des « **GAM** » (**Groupes d'Action de Masse**). Leurs directives sont de s'implanter dans certains secteurs pour s'y intégrer aux masses, pour participer à l'organisation et aux luttes de celle-ci. Sont concernés DILLON, TEXACO, VOLGA, FONDS LAHAYE, TROIS-ÎLETS et plus tard LESTRADE. Le travail des militants est quotidien. Ils participent à des « koudmen ». Ils impulsent des luttes sociales (mouvement des locataires sinistrés de Dillon), l'organisation des ouvriers et des luttes syndicales, en particulier à la Poterie avec la création du SOP (Syndicat des Ouvriers de la Poterie).

La volonté de mener une propagande de masse se traduit par la création du journal « LEVE ! », déjà vendu à quelques milliers d'exemplaires à l'époque. Trois numéros ! Trois imprimeries ! Les deux premières refusent de sortir plus d'un numéro à cause des pressions subies. L'organisation achète d'occasion le matériel d'une ancienne imprimerie. Les militants sont mobilisés le soir, après « le terrain » pour classer les caractères et composer le journal, lettre par lettre. Le troisième numéro peut sortir. Mais le constat est fait de l'incapacité de gérer cette situation et la décision est prise de suspendre la parution de « LEVE ! »

1972 : L'enquête menée par le Groupe d'action de Lestrade conduit à un tournant décisif. Des militants sont invités par une lectrice du journal « LEVE » à venir aider des familles du quartier Lestrade menacées d'être chassées des terrains sur lesquels elles vivent si elles ne rachètent pas ceux-ci à « l'usine du Galion ». La tentative de mettre un comité de défense échoue à cause des vives dissensions entre les habitants eux-mêmes. Seule la détermination des militants leur a permis de faire avorter une tentative d'agression venant de personnes défendant « l'usine ». C'est une ouvrière agricole du quartier qui leur explique l'impossibilité de mener ce combat là. *« Si vous voulez-vraiment aider votre peuple, aidez-nous plutôt à sortir de l'esclavage de la banane ! »* La description que fait cette ouvrière de la situation dans les bananeraies est suffisamment claire pour que le GAP décide de lancer une enquête nationale dans le secteur. **C'est l'une des sources de la grande grève de 1974.**



Manifestation d'ouvriers agricoles en 1974

2 - L'INTERVENTION SUR LE FRONT OUVRIER

Très tôt, les militants du GAP tentent d'établir des contacts avec des ouvriers syndiqués à la CGT mais leur objectif est principalement de créer des syndicats de rupture. C'est dans cette perspective qu'ils soutiennent l'organisation Droit Du Travail (DDT) et les ouvriers de JPM, d'ABSALON, de Bernus ou de la Tivolienne. Mais c'est l'organisation des ouvriers agricoles ainsi que le rôle joué dans le déclenchement et le déroulement de la grande grève de Janvier Février 1974 qui assure au GAP une implantation significative dans la classe ouvrière.

Entre 1972 et 1974, il impulse des « Comités d'habitation » semi-clandestins.

LA GREVE DE JANVIER-FEVRIER 1974

Le 5 Janvier, les ouvriers de l'habitation VIVE décident d'entrer en grève. Ils sont syndiqués à la CGT et organisés par le GS 70. Connaissant le travail fait par le GAP au côté des ouvriers agricoles, GS 70 établit le contact avec lui et les deux organisations décident de rassembler tous les ouvriers déterminés avec qui ils collaboraient pour préparer une grève générale. Assez vite, d'autres organisations se joindront à la lutte. (Rassemblement de Saint-Joseph et Marroneur). Cette grève générale est décidée, au quartier « TROU TE » au Robert. Un programme de revendication est établi.

Faisant revivre la tradition de la grève marchante, des centaines d'ouvriers sillonnent tout le pays. Pratiquement toutes les habitations sont paralysées. Un puissant mouvement de soutien s'organise dans tout le pays et dans l'émigration à travers l'UPSOA (Union Patriotique de Solidarité avec les ouvriers Agricoles). La grève a un grand retentissement à l'étranger, notamment grâce à l'action des étudiants Martiniquais. La direction de la CGT dénonce les « gauchistes », parle « d'individus extérieurs qui veulent conduire les travailleurs à l'aventure ». Les négociations sont l'occasion d'une opposition ininterrompue entre le « COMITE DE GREVE » et cette direction.

Après plusieurs confrontations avec les grévistes, (Soudon, Assier, Fonds Brûlé, Fougainville), les forces françaises de répression organisent un véritable guet apens à CHALVET (Basse-Pointe) le 14 Février. Les grévistes se retrouvent sous un feu de tirs à balles réelles et une nuée de gaz venant d'hélicoptères et de troupes au sol. Un mort de nombreux blessés graves restent sur le sol. Le lendemain, on retrouve le corps du jeune MARIE LOUISE, mort et portant des traces de torture près d'une plage de Vivé. Les protestations populaires sont massives. Des dizaines de milliers de personnes manifestent à Fort-de-France, scandant des mots d'ordre tel : « SONJE LALJERI, SONJE LENDOCHIN, MATINIK KA LEVE ! ». Les autorités françaises et les propriétaires fonciers, conscients de l'ampleur des protestations, désamorcent la situation en acceptant la signature d'un accord avec les représentants des ouvriers.



Au lendemain de la grève, les dirigeants ouvriers et les militants politiques qui les avaient accompagnés entreprennent d'édifier l'UTAM (Union des Travailleurs Agricoles de Martinique).



Mobilisation de l'UTAM

Pour le GAP, cette période est également l'occasion de développer son expérience sur un autre front. Au Marigot, le maire, surnommé « le SHERIFF », à la tête d'une bande de nervis avait pratiquement déclaré la guerre aux militants du GAP. (Agressions physiques, attaques contre le domicile de familles de militants résidant dans la commune et autres provocations). Les militants du GAP ont pu mettre fin aux agissements de la bande. A cette époque, l'organisation diffusait un journal titré « REBELLION » qui appelait à la RESISTANCE.

Enfin, c'est également au lendemain de la grève que le GAP entame un travail d'organisation des ouvriers du bâtiment et des dockers à Fort-de-France. Mais cette dynamique sera arrêtée en 1975 pour des raisons qui seront développées plus loin. L'implication dans le secteur des industries et annexes ne reprendra de façon significative qu'avec l'édification de l'UGTM.

3- L'INTERVENTION SUR LE FRONT PAYSAN

En application des nouvelles orientations arrêtées, l'organisation met sur pied un GEP (Groupe d'Enquête dans la Paysannerie). Les militants interviennent essentiellement au Gros-Morne, au Robert, au François, à Saint-Joseph et à Sainte-Marie. L'intégration dans le secteur paysan se traduit par la création de groupes d'entraide. Les militants impulsent les premières occupations de terre à Sainte-Marie et les premiers marchés producteurs- consommateurs.

Les luttes pour l'augmentation du prix de la tonne de cannes à l'usine et contre le trucage des balances aboutissent à des résultats positifs. La production de cannes s'en trouve relancée.

4- L'INTERVENTION SUR LE FRONT DE L'EDUCATION ET DE LA CULTURE

Dans quasiment tous les quartiers où les « Groupes d'Action » et, plus tard, les Comités Populaires interviennent, les militants organisent des cours d'alphabétisation, le soutien scolaire des enfants, des projections de montages diapos pédagogiques sur l'histoire et la réalité du pays, des séances de formation politique et syndicale, des coups de main, du théâtre à ciel ouvert (animé par le Groupe 22 Mai 48). Une expérience est menée dans un quartier du Robert où des activités de poterie et de pâtisserie sont organisées à l'intention des jeunes du quartier.



- Dans le milieu des lycéens et des étudiants, les militants du GAP qui en font partie impulsent la création de l'UCAEM et l'ONEM (Organisation Nationale des Etudiants Martiniquais).

- Concernant le milieu des enseignants, les militants du GAP concernés rejoignent un nouveau syndicat qui s'était constitué pour se démarquer des sections locales des centrales françaises. Il s'agit du SEM (Syndicat des Enseignants Martiniquais). Mais, au vu des divergences politiques qui paralysaient le SEM, l'organisation décide de prendre du recul. Le mouvement n'interviendra valablement dans ce secteur qu'avec la création de l'UTE (Union des Travailleurs de l'Education) au début des années 80. Il faut noter la participation conséquente à la lutte des « PLP » (des jeunes enseignants qui refusaient une affectation arbitraire hors de Martinique).

L'un des domaines où le mouvement a fait des apports particulièrement significatifs, c'est celui de la culture. Nous avons cité plus haut le « Groupe Culturel 22 Mai 1848 ». Outre les pièces de théâtre sur l'histoire de la Martinique qu'il proposait, à la lueur des « sèbi » dans les coins de campagne les plus reculés (à cette époque les quartiers n'étaient pas électrifiés), il a rendu au bèlè sa notoriété. Plus tard, ce sont l'organisation par le mouvement des « swaré bèlè » et les prestations du groupe « BELENOU », qui impulseront une dynamique significative au plan national.



L'introduction de la dimension culturelle au cœur de toutes les luttes aura un puissant impact sur la conscience identitaire (usage du créole, mots d'ordres chantés, etc.).

Le mouvement, à plusieurs occasions, a mené des actions qui, au-delà de leur caractère symbolique, ont pu avoir un impact notable sur l'opinion.

- Campagnes de graffitis « Asé Pléré Annou Lité » au point que le mot d'ordre était cité par de hautes instances politiques et religieuses, etc.

- Campagne du « V(*) » sur les affiches des candidats aux présidentielles, évoquée par le journal « Le Monde ».
- Char contre l'intégration à l'Europe et participation au carnaval avec des chants circonstanciés.
- Action pour débaptiser la rue Galliéni et y poser des plaques « Rue des événements de Décembre 59 », etc.



Le monstre européen brûlé lors du carnaval (février 1988)

5- L'INTERVENTION SUR LE FRONT ECOLOGIQUE

Pendant les premières années, les questions écologiques ne sont pas posées en priorité dans l'intervention du mouvement, mais dès que les organisations écologiques commencent à occuper le terrain, le GAP leur porte un soutien sans équivoque. Pendant plusieurs années, l'ASSAUPAMAR bénéficie d'un créneau d'antenne sur Radio APAL. Il faut quand même signaler la participation conséquente du mouvement à l'opération de replantation de Morne d'Alet (1982) et l'action du Comité Populaire du Robert contre la dilapidation des terres agricoles à Lazaret ou l'opération de restauration de sources et la lutte victorieuse pour la construction d'une passerelle de sécurité à Lestrade.

6- L'INTERVENTION SUR LE FRONT ECONOMIQUE

Nous avons déjà évoqué le soutien porté à la paysannerie. Celui-ci a permis, à l'époque, la relance de la production de cannes par les petits-planteurs ainsi que le développement de l'agriculture vivrière (grâce aux koudmen). Nous avons

(*) V : C'était une série célèbre relatant l'invasion de la terre par des extra-terrestres

également parlé des premières expériences de vente directe producteurs consommateurs. Mais l'expérience la plus riche vient des activités de résistance et du CNOE.

Les activités de résistance étaient impulsées par l'organisation de la jeunesse du mouvement (ALCPJ) qui portait aide à la formation, à la logistique et à la vente. Des dizaines de jeunes ont pu développer des activités (Couture, fabrication de meubles, agriculture, élevage, etc.) Un mini marché écoulant leur production a pu même fonctionner quelques temps à Morne-Calebasse (Fort-de-France).

Le CNOE (Centre National d'Organisation Economique) a quant à lui regroupé une vingtaine d'artisans (garagiste, ébéniste, etc.), de petits commerçants et de paysans, dont les membres du mouvement devenaient les clients et qui soutenaient celui-ci en retour.

Une autre expérimentation riche en leçon peut être rapportée ici. Le Comité Populaire du Robert s'autofinancait grâce à un réseau de vente de produits liés aux fêtes de Noël (porc, bûches, etc.) Des dizaines de jeunes contribuaient à ces activités.

7- LE SOUTIEN AUX OCCUPANTS LEGITIMES

Le GAP avait été interpellé sur la situation des occupants sans titre dès 1972 au quartier LESTRADE. Ensuite, c'est à Grande Case au VAUCLIN, en novembre 1982, qu'il intervient au côté de la population pour s'opposer à l'expulsion de familles d'un quartier tout entier. La lutte est alors victorieuse. C'est la fameuse lutte du quartier Bochette (LAMENTIN), en 1983, qui donnera une dimension nationale à la lutte des « OCCUPANTS LEGITIMES ».



Mobilisation à Grande Case :
Les clôtures qui emprisonnaient le quartier sont renversées.

BOCHETTE : UNE LUTTE PARTICULIEREMENT SYMBOLIQUE

Le quartier de Bochette, niché au creux d'une grande bananeraie, était inconnu de la majorité de la population Martiniquaise jusqu'en 1983 où le grand propriétaire terrien ordonne à tous les habitants de dégager les lieux. Il s'agit en grande majorité de descendants des indiens dont l'immigration avait été organisée au lendemain de la révolution anti-esclavagiste pour pallier le manque de main d'œuvre. Théoriquement engagés pour une période de trois ans, vivant sur les habitations dans un quasi esclavage, ceux-ci n'ont jamais pu repartir. En 1982, les descendants des colons prétendaient les chasser malproprement du jour au lendemain. C'est dans ces conditions que les habitants ont fait appel aux militants de notre mouvement pour les aider à résister. Déjouant toutes les provocations, résistants aux nervis, bénéficiant d'un large soutien à l'extérieur, les habitants obtiennent la victoire.

Mais le plus important dans cette expérience c'est que, parallèlement, le quartier organisait un mode de vie alternatif : Entraide pour la construction des maisons, organisation de pratiques culturelles et sportives, activités de résistance économique, soutien scolaire, prévention sanitaire, restructuration du quartier, etc. Autant d'initiatives qui en faisait, à l'époque, un laboratoire d'expériences pour la construction de « Péyi-nèf la ».



Soutien scolaire au quartier Bochette

Une lutte de même nature est menée avec succès au quartier Ressource (LAMENTIN). Celle-ci concernait une population de travailleurs dont les familles vivent sur les lieux depuis l'époque des « case-nègres ». Cette lutte sera victorieuse après de longues années.

A partir de 1995, dans la continuité de la « ligne des ouvriers et des paysans », le CNCP décide d'engager une lutte nationale pour la défense des occupants légitimes sans titre dans la zone des 50 pas et des anciennes terres d'habitation. Une enquête large est organisée, des réunions sont tenues dans toutes les communes. Des manifestations sont organisées devant la préfecture. Il faut dire ici que la lutte obtient le soutien d'élus de tous bords politiques.

Une loi est votée pour, soi-disant régler la question des 50 pas, mais dénoncée y compris par le Sénateur Roger LISE qui en avait été le promoteur, elle entérine l'injustice de la situation. Toutefois, l'organisation a pu accompagner 450 familles dans les démarches pour régulariser leur situation montrant ainsi qu'en s'engageant de façon conséquente on peut porter des réponses concrètes aux préoccupations immédiates de la population. Quant à la question des occupants des anciennes terres d'habitation, elle reste toujours irrésolue et les tentatives d'expulsions scélérates se multiplient. La lutte des occupants de Montvert (ROBERT) en est une illustration. Il est patent que cette question de la propriété foncière ne trouvera pas de résolution juste dans le cadre de la domination coloniale.

8- LES ACTIONS DE SOLIDARITE INTERNATIONALISTE

La base théorique marxiste-léniniste de la ligne des ouvriers et des paysans explique l'importance accordée par le mouvement, pendant tout son parcours, à la solidarité internationaliste. Ses militants ont été mobilisés de façon conséquente pour :

- le soutien à la lutte du peuple Kanak (marche pour la Kanaky ; accueil d'un représentant du FLNKS),
- le soutien au syndicaliste guadeloupéen ALEXANDER,
- le soutien au peuple Haïtien en lutte contre la dictature,
- le soutien aux patriotes Guyanais victime de la répression,
- la lutte contre le fascisme (contre la venue de LEPEN),
- les manifestations contre la guerre en Irak,
- le soutien à la lutte du peuple Palestinien (organisation de tournées dans les communes ; participation au Comité Martinique Palestine),



Manifestation pour dénoncer les massacres de Palestiniens par l'armée Israélienne à GAZA

- le soutien permanent à la Révolution Cubaine se manifeste par l'implication des militants dans l'Association Martinique Cuba (organisatrice de brigades de solidarité) et par les liaisons radiophoniques régulières avec Radio Havane Cuba.

9- LA POLITIQUE EXTERIEURE

La préoccupation qu'avait le mouvement d'informer le monde extérieur quant à la situation de notre pays et de construire la solidarité dans la lutte au plan international l'a conduit très vite à nouer des relations avec des organisations de tous les continents. On peut évoquer à ce niveau :

- La participation à la Conférence des Dernières Colonies Françaises en Guadeloupe (du 5 au 7 avril 1985)
- La participation aux différentes rencontres de l'APC (Assemblée des Peuples de la Caraïbe) à Trinidad, à Saint-Domingue et en Haïti.
- La participation à la Conférence des Dernières Colonies organisée au Parlement Européen à Bruxelles, par Dorothée PIERREMONT (députée des Verts Allemands).
- La participation à l'AMARC (Association Mondiale des Animateurs de Radios Communautaires) notamment aux rencontres de Vancouver, du Nicaragua et du Mexique.
- La Participation au FORUM DE SAO PAULO (Cuba, Brésil, Uruguay...).
- La participation de l'UGTM aux regroupements syndicaux de la Caraïbe et des Nations sans Etat.

10- L'INTERVENTION SUR LE FRONT ELECTORAL

Pendant la première décennie de son existence, le mouvement dénonçait les élections dans le pays comme relevant de la mascarade. De fait, celles-ci étaient le lieu de toutes les fraudes imaginables et les « bandes raides » faisaient régner la terreur sur les électeurs. La propagande coloniale était toute puissante et le droit à l'expression de l'opposition largement piétiné. Dans les années 80, les différentes luttes populaires dont nous avons déjà parlé ont ouvert des espaces de liberté. Mais, ce n'est qu'en 1989, que le mouvement décide de participer aux élections locales. Il présente des candidats dans le cadre d' « ALLIANCES DEMOCRATIQUES » qui obtiennent des résultats, parfois non négligeables.

En 1988, le mouvement avait décidé de prendre une initiative à l'occasion des élections présidentielles françaises. Il s'agissait de proposer aux anticolonialistes des différentes possessions française de présenter symboliquement une candidature. Dans la campagne on devrait exprimer clairement qu'il ne s'agissait pas de briguer le poste de Président mais de dénoncer le colonialisme français et populariser nos revendications en tant que peuple. **L'objectif clairement pensé par le mouvement était, surtout, de briser le mur du silence et l'isolement au niveau international en prévision des phases plus radicales de la lutte.** Des mouvements révolutionnaires à

l'étranger avaient accueilli l'initiative avec intérêt et, parfois accepté le soutien et fait des promesses de « signatures ». Par contre, celle-ci a été totalement décriée par les autres indépendantistes sur place. L'initiative n'a pu être menée à terme.

En 1990, dans le cadre de l'UPAP (Union Pour une Alternative Populaire) qui avait été construite, notamment pour s'opposer à l'intégration à l'Europe, le CNCP a occupé un siège au Conseil Régional au côté du PNA (Patriotes Non Alignés). Le CNCP a pu, à cette occasion, montrer dans la pratique la conception qu'il avait de la représentation. En effet, avec son élu, il a organisé 22 réunions avec différents secteurs socioprofessionnels pour en recueillir les suggestions et 39 réunions de compte-rendu de mandats en direction de la population dans 17 communes. Une brochure rendant compte de toutes les activités de cet élu ainsi que de la ventilation des indemnités financières qu'il avait perçues a été diffusée à la presse et à la population.

En 1992, au vu des divergences qui s'étaient développées au sein de l'UPAP, le CNCP décide de présenter sa propre liste aux régionales. Les résultats ne sont pas concluants. (2,20 %). Il en va de même en 1998. La liste du CNCP fait une large part aux travailleurs et aux femmes. Elle reçoit un accueil sympathique de la population mais subit les conséquences du grand nombre de listes « d'extrême gauche » et de la forte bipolarisation du scrutin. En 2004, dans le cadre de l'alliance réalisée avec le MIM qui a permis de conquérir la majorité des sièges au Conseil Régional, le CNCP a pu occuper trois sièges. A la suite de la défaite subie par les patriotes en 2010, il n'en occupe plus qu'un.

Le CNCP compte également des conseillers municipaux à Fort-de-France, au Robert, à Sainte - Luce et aux Trois-Îlets.

11- L'ACTION DANS L'EMIGRATION MARTINICAISE EN FRANCE

Dès 1972, des militants membres de l'AGEM rejoignent le GAP et y développent ses orientations politiques. Ceci explique qu'aux périodes de vacances les étudiants rentrant au pays participent aux activités du mouvement. Leur participation au soutien scolaire et aux koudmen, pratique tout à fait nouvelle, a un très fort impact sur la population

L'AGEM jouera un rôle très important dans la popularisation et le soutien à la grève des ouvriers agricoles de 1974. Mais au sein de l'association coexistent différentes tendances qui reflètent les contradictions agitant la scène internationale. Ces contradictions et, surtout, les changements qui s'opèrent dans les conditions de vie des étudiants, conduiront à la disparition de l'AGEM dans le milieu des années 90.

Après la création des Comités Populaires en 1983, une section CNCP- France est créée. Ses militants participent activement aux actions de solidarité internationalistes en France. Ils organisent, avec des responsables venant du pays, des rencontres pour informer les compatriotes émigrés à l'occasion des événements importants qui se déroulent sur le sol national.

Régulièrement, le journal APAL fait écho à la situation de nos compatriotes émigrés. Actuellement, les relations sont très aléatoires.

C/ LES ORGANISATIONS LIEES AU MOUVEMENT

LE SMEP : Le Syndicat Martiniquais de l'Entraide Paysanne est créé le 8 Mars 1981 pour centraliser le travail mené dans les différents secteurs. Ses activités sont donc de même nature. (Entraide, formation, mobilisations en faveur des paysans, etc.).

A.L.C.P.J. : « An Lot Chimen Pou la Jénès », créée en 1979, arrivera à organiser des centaines de jeunes. Ceux-ci participent aux koudmen de solidarité pour se fortifier moralement par le travail, apprennent à connaître la réalité de leur pays, s'éduquent auprès des ouvriers et des paysans. Contre le chômage et l'émigration, ils développent les activités de résistance. Ils participent aussi aux activités sportives (football, handball, sport de masse, marches...) qui fortifient l'amitié saine en excluant les mauvais comportements. Ils développent des activités culturelles pour défendre notre culture nationale (swaré bèlè, production littéraire...) Ils organisent des journées d'amitié entre sections, des groupes de travail scolaire, des stages de formation, des cours de vacances et un camp de vacances ALCPJ. » (*Présentation faite dans le journal APAL N° 24 de Décembre 82*). Après plusieurs années où ALCPJ a été l'objet d'une admiration unanime, l'organisation s'est en quelque sorte diluée dans les Comités Populaires, du fait de la forte implication de ses cadres dans ceux-ci.

Une tentative de relancer l'organisation de la jeunesse a été entreprise avec la création de APJK (Aksyion Pou an Jénès Konsyian) le 22 Mai 1999, mais l'expérience n'a pas été concluante.



Bilan après un coup de main pour la coupe de cannes.
Des centaines de jeunes ALCPJ y participaient.

L'UGTM : La centrale syndicale UGTM (Union Générale des Travailleurs de Martinique) est créée le 13 Décembre 1982, regroupant l'UTAM, l'UTIA, l'UTCAF (ancienne section CGT), l'UTE (Union des travailleurs de l'éducation) et le syndicat des personnels des institutions pour personnes handicapées (PESHI).

Parmi les mouvements importants menés par l'UGTM on peut citer :

- la grève des carrières qui s'est soldée par une importante victoire (Mars 1983). Les ouvriers ont vu leur qualification reconnue et obtenu des augmentations de salaires conséquentes. Les travailleurs avaient imposé que les négociations se tiennent dans le local insalubre qui leur servait de réfectoire et de vestiaire et fait en sorte que les délégations n'en sortent pas jusqu'à obtention d'un accord.



Mobilisation au Robert pendant la grève des carrières

- la grève des couturières de Madras Confection qui a duré UNE ANNEE ENTIERE, des activités de production alternative permettant de soutenir les travailleuses (1983/1984). Le patronat se mobilisera massivement pour soutenir la chef d'entreprise. Un incendie détruira les locaux de l'entreprise, signant par là même la fin de la grève. Ceux qui contestent que nous sommes en territoire colonial expliqueront comment la chef d'entreprise concernée, qui avait été l'objet de plusieurs procès verbaux de l'inspection du travail, qui avait tenu des propos insultants à l'égard des Martiniquais, se retrouvera auxiliaire de justice chargée des entreprises martiniquaises en situation de redressement judiciaire.



Mobilisation des couturières



Atelier de résistance des grévistes

- La grève des ouvriers de la canne en 1982. Une avancée à signaler, c'est la prise en mains des intérêts des travailleurs immigrés Sainte - Luciens ;
- De nombreuses autres luttes dans les bananeraies qui aboutissent à la mise sur pied d'une convention collective et à la mensualisation des travailleurs ;
- La lutte contre le « mur du chômage ».

LA DEMOLITION DU MUR DU CHOMAGE

Sous prétexte d'assurer la sécurité, la DDE avait fait construire un mur en béton coupant de fait l'accès à une station service. (L'une des rares dont le propriétaire n'est pas un « gros mordant »). Le pire c'est que ce mur deviendrait un obstacle à l'intervention et l'évacuation en cas de catastrophe et que la sortie des véhicules se fait devant un arrêt de taxi. La baisse importante du chiffre d'affaire amène le gérant à envisager des licenciements. Les salariés, organisés par l'UGTM organisent la démolition de l'ouvrage avec un engin approprié et plus d'une centaine de militants. Après des procédures judiciaires et des négociations, la victoire est acquise et une entrée est aménagée pour la station.

LES COMITES POPULAIRES ET LE CNCP

C'est le 28 Août 1983, dans la salle comble du Théâtre Municipal de Fort-de-France que s'est tenue l'assemblée constitutive des Comités Populaires (CP) et du CNCP. L'objectif était de mettre à la disposition du peuple Martiniquais une structure où il pourrait faire l'apprentissage de la souveraineté sous tous ses aspects et où pourrait se construire son unité pour la lutte. Les CP reprennent à leur compte toutes les activités impulsées précédemment par la « ligne des ouvriers et des paysans ». Au départ, coexistent 11 CP, traduisant les lieux principaux d'implantation. Par la suite ceux-ci sont restructurés en 5 comités régionaux : CP Nord Atlantique, CP Nord

Caraïbe, CP Centre, CP Fort-de-France et CP Sud. En France les militants sont regroupés dans une « section du CNCP ».



La tribune lors de l'AG constitutive des Comités Populaires le 28 Août 1983

LE COMITE DE VIGILANCE POUR LA DEFENSE DES DROITS HUMAINS

Interpelé par un certain nombre d'injustices particulièrement graves commises par la justice française, le mouvement « Asé pléré Annou Lité » est amené à s'engager plus directement dans la défense des libertés individuelles et collectives. En 1992, entre en action un noyau regroupant quelques Français qu'on peut qualifier de mafieux et qui s'appuie sur l'absence de titres de propriété pour tenter de s'emparer du patrimoine des occupants. Ces individus se font locataires des maisons des dits occupants ; une fois dans la place, arguant que ceux-ci n'ont pas de titre de propriété, ils refusent de payer les loyers. Les propriétaires des maisons portent plainte et la justice française donne raison aux locataires indécents. (Affaire Noreskal, Lebon, etc.). Pire ! A Rivière-Pilote où la logeuse possède son titre, les gendarmes prennent faits et cause pour le locataire truand et INTERDISENT A LA PROPRIETAIRE DE PASSER DEVANT SA MAISON ! Il paraît que nous ne sommes pas une colonie !

C'est ce qui amène le mouvement à créer le Comité de Vigilance » pour la défense des droits humains le 5 décembre 1993. Avec la population, les militants expulsent les escrocs et restituent les maisons à leur propriétaire.

Un autre cas aura un grand retentissement dans l'opinion publique, c'est l'affaire BARBOS (1993). (cf. le livre « Tapage nocturne »)

L'AFFAIRE BARBOS

Madame BARBOS est une restauratrice des Anses d'Arlets. Pendant plusieurs mois, elle s'est retrouvée victime de persécutions de la part d'un voisin et d'un adjudant de gendarmerie, tous deux français. Ils entendent faire fermer son entreprise accusée d'être responsable de nuisances sonores. Des centaines de témoignages donnés par tous les habitants du quartier, par des dizaines de clients, dont de nombreux Français, attestent du contraire. Cela n'empêche pas la justice de harceler Madame Barbos. De fortes mobilisations sont organisées. La provocation tourne court et le voisin malintentionné doit repartir sous d'autres cieux.

CHAPITRE II

LES ENSEIGNEMENTS DE LA PRATIQUE

A/ CE QUI A PERMIS LES AVANCEES

Contrairement à beaucoup de « groupuscules gauchistes » qui ont disparu dans la décennie suivant leur création, le GAP a pu s'implanter, donner naissance à un mouvement ancré dans la réalité, participer à la dynamique de transformation au plan national et entretenir des relations avec des forces progressistes au plan international. L'une des explications de ce parcours peut se trouver dans le fait, qu'à toutes les périodes, la majorité des militants a essayé de faire prévaloir les principes et les méthodes de travail proposés par les initiateurs du mouvement.

1- La rigueur au plan idéologique :

Assez vite, dès le milieu des années 70, deux consignes ont été explicitement adoptées :

a) MENER LA LUTTE IDEOLOGIQUE ACTIVE POSITIVE OUVERTE ET CLAIRE (LIAPOC)

En interne, les militants étaient appelés à exercer leur esprit critique et à « oser aller à contre courant » face aux idées erronées, même quand elles étaient majoritaires ou qu'elles étaient défendues par des responsables.

En externe, l'organisation tâchait de mener la bataille des idées sur toutes les questions essentielles mais, toujours, sur la base de l'argumentation et du respect des individus. Et s'il y avait dérapage, elle n'hésitait pas à rectifier.

Ainsi si, pendant tout le parcours, l'organisation a pu se tromper ou des personnes développer des idées erronées, des comportements négatifs, la pratique des discussions ouvertes et respectueuses, même si elles restaient sans concession, a permis de maintenir un cap généralement positif.

b) METTRE LE MARXISME-LENINISME DANS LA RUE !

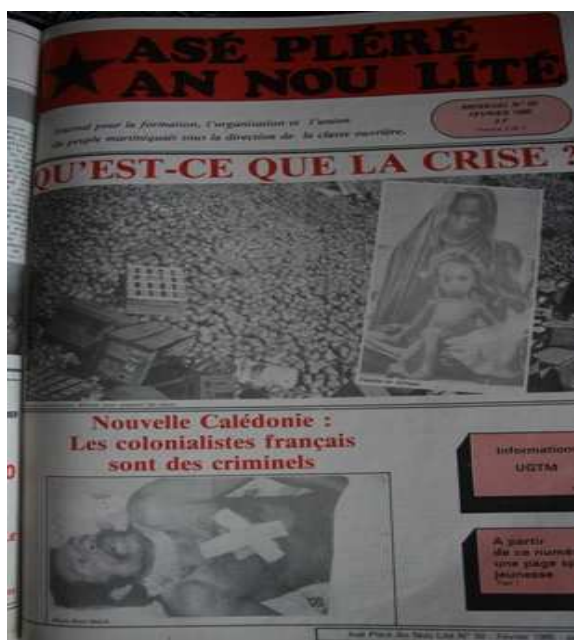


Photo J-G. C

L'idée était qu'il fallait en finir avec la confiscation de la théorie par des minorités d'intellectuels qui s'autoproclamaient «Avant-Gardes ». La vulgarisation des idées, l'élévation du niveau de connaissance, l'implication des masses dans les processus de définition des objectifs et dans la direction des actions étaient posées en exigence.

Ceci explique l'importance accordée au cours de l'évolution du mouvement à l'alphabétisation, à la formation politique et syndicale des travailleurs, aux séminaires de réflexion, à la publication des brochures théoriques et autres périodiques. (Revue « PROLETARIAT », textes « LUTTE IDEOLOGIQUE ») Le rôle joué par le mensuel « Asé Pléré Annou Lité » (lancé le 1 janvier 1981) et la radio (lancée le 6 décembre 1981) a été déterminant sur ce plan. Les apports faits par le mouvement dans la prise en compte du rôle des médias peuvent être mesurés à travers les actes du séminaire qu'il a organisé, les 13 et 14 décembre 2003 à Sainte-Anne sur le thème « Pour une information au service du progrès social ».



2- L'importance donnée à la question de l'enquête

Après les errements idéalistes des deux premières années d'existence du GAP, les militants ont eu suffisamment de lucidité pour tirer le bilan des erreurs ; dès l'année 1972, la directive était donnée de « faire des enquêtes » avant d'entreprendre quelque action que ce soit. C'est ainsi qu'une enquête approfondie sur le secteur de la pêche a été menée dès 1972 et que les discussions avec la population au quartier Lestrade permettaient d'appréhender la situation des occupants sans titre. Toujours en 1972, une équipe de militants a pu parcourir les quartiers où vivaient les ouvriers agricoles des 162 habitations que comptait la Martinique à l'époque. Pendant les années 90, c'est la situation des occupants des 50 pas et des anciennes terres d'habitation qui est passée au crible dans toutes les communes. L'année précédant la grande grève de 2009, une enquête avait été initiée sur la cherté de la vie et les conditions de vie de la population.

Cette conception de la pratique explique en grande partie la capacité de la « ligne des ouvriers et des paysans » à produire des analyses collant avec la réalité.

3- La pratique honnête du bilan et de l'autocritique

Tout au long de son parcours, le mouvement a organisé des discussions autour des bilans d'activité. Acceptant d'admettre quand une orientation conduisait à une impasse, de reconnaître ses erreurs, n'hésitant pas à rechercher ce qu'il y a de positif chez les autres, il a pu graduellement éviter ce travers qui a souvent paralysé les organisations « gauchistes » : se doter de certitudes à partir de seules lectures théoriques ; Sans être passé par le feu de l'expérimentation pratique, s'auto proclamer « avant-garde » et regarder de haut tous les autres partis politiques.

A cet égard, on peut évoquer quelques tournants significatifs :

- La façon de poser la question de la lutte armée ;
- La lutte contre le « papillonnage » en matière de pratique ;
- La décision de prioriser l'intervention dans le secteur agricole en 72 ;
- La compréhension du rôle positif des communistes martiniquais avant l'éclosion du mouvement indépendantiste et les erreurs commises dans les critiques à son égard.

Autant d'éléments qui ont permis d'aborder scientifiquement l'étude de la réalité et qui ont contribué à un développement efficace de la LIGNE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS.

4- Le caractère collectif de la direction et la responsabilisation des militants

Le mouvement a toujours refusé de considérer les militants comme des « porteurs d'eau ». Cherchant à élever systématiquement leur niveau de formation et leur confiant à loisir la responsabilité de tâches diverses. Dans le même temps, les

dirigeants se faisaient un devoir de participer physiquement aux tâches considérées ailleurs comme subalternes. Ce qui a permis que chacun fasse des apports créatifs et que l'efficacité de l'ensemble du mouvement soit renforcée. Evidemment, la nature humaine étant ce qu'elle est, à toutes les époques, il a pu vivre des dérapages individuels mais, justement, la force du collectif faisait que ces comportements négatifs ne parvenaient pas à infléchir la ligne globale.

B/ POSITIONNEMENT THEORIQUE ET IDEOLOGIQUE

1- Parti et organisations de masse

Les bases théoriques autour desquelles les militants créateurs du GAP s'accordent sont, d'une part, le marxisme-léninisme et d'autre part la pensée de Frantz FANON. Mais le GAP est également très influencé par les luttes révolutionnaires qui se déroulent en Amérique du sud. En particulier, les exploits des « TUPAMAROS » nourrissent les illusions. Dans la toute première période, la préoccupation de l'organisation est « l'affrontement avec les colonialistes ». La structure qui en découle c'est l'organisation d'un Groupe Restreint (GR) chargé de préparer la lutte « radicale » et un Groupe large de Militants et de sympathisants chargé de propager ses idées dans les masses. Le journal « REBELLION » est diffusé clandestinement. Des actions sont menées contre des « cibles représentant le colonialisme. » Mais, très vite les expériences menées sur le terrain ont amené les militants à prendre conscience de l'inégalité du rapport des forces en présence et à repenser la question de la « LIAISON AVEC LES MASSES ».

Une fois bien intégrées les idées que, d'une part, « CE SONT LES MASSES QUI FONT L'HISTOIRE » et que, d'autre part, l'action de petits groupes, aussi radicale soit-elle, n'est pas en mesure de renverser la domination coloniale et que, pire, elle peut-être contre-productive et être utilisée par l'ennemi comme repoussoir, le mouvement s'est doté d'une nouvelle doctrine. Il s'agissait désormais d'organiser la protection de l'organisation et du mouvement de masse. A ce propos, le GAP a eu à s'opposer à la sous-estimation de l'agressivité du gouvernement colonial ou à l'idéalisation du rapport de force par certaines franges du mouvement anti colonialiste. *(En particulier pendant la grève de 74)*

En tout cas, sa doctrine s'est révélée opérationnelle :

- Lors des affrontements de rue, liés à « l'Affaire PELE » et, plus tard, lors de la venue de Pierre MESSMER, les militants du GAP ont su porter leur contribution à la lutte contre la répression.
- Le mouvement a pu prendre le dessus sur les nervis du « SHERIFF DU MARIGOT » ou se faire respecter par les nervis qui prétendaient l'empêcher de faire

campagne à Fort-de-France en 1989. De même, il a pu neutraliser 27 nervis armés dépêchés par un propriétaire foncier au quartier BOCHETTE.

- Plus récemment, la mobilisation pour une vente de masse du journal «Asé Pléré Annou Lité » que les gendarmes du coin prétendaient interdire. (11 mars 2006)

Tirant les leçons des expériences précédentes, Le GAP se restructurera en « groupes d'action » dirigés par un «Groupe de cadres ». La direction, collective, est composée de responsables impulsant les équipes de base. Pas de « Bureau Politique », de « Président » ou de « Secrétaire général ». La « Direction Politique » instituée plus tard joue un rôle d'exécutif sous le contrôle de la Conférence des Cadres.

Le PTM qui prend la relève du GAP, respecte la même philosophie et les mêmes principes d'organisation.

De façon très explicite, les initiateurs du PTM ont pensé et organisé le parti en reprenant les analyses qui avaient prévalu dans la constitution du GAP, et qui s'inspiraient des enseignements de Frantz FANON !

Dans la brochure intitulée « Cours de formation Marxiste-léniniste » rédigée pour transmettre les principes à ceux qui le rejoignaient, ne laissant place à aucune ambiguïté, les initiateurs du, PTM dénonçaient « les méthodes employées par la bourgeoisie que sont l'électoratisme, la démagogie, la manipulation des masses, en fait tout sauf l'éducation réelle des masses et LEUR ORGANISATION AUTONOME POUR LEUR DONNER LES MOYENS D'AGIR PAR ELLES-MEMES. »

Tant au GAP que dans le PTM, la ligne historique, clairement discutée, expliquée et adoptée, concernant le rapport entre le PARTI et les ORGANISATIONS DE MASSE, instituait ce qui suit :

Le parti réfléchit, analyse scientifiquement, trace des orientations, organise la formation de ses militants pour qu'ils soient capables d'intervenir dans les masses et d'y diffuser ses propositions. Le fondement essentiel sur lequel s'accordaient les initiateurs du GAP, puis du PTM, était que LES MASSES DOIVENT ETRE ACTRICES DE LEUR HISTOIRE. IL NE POUVAIT ETRE QUESTION DE CONSIDERER LES ORGANISATIONS DE MASSE COMME DES « SATELLITES » du PARTI ! Le débat avait été tranché par les initiateurs du mouvement. On peut se reporter aux archives pour s'en assurer. Ainsi, quand il s'est agit de construire l'UTAM (Union des travailleurs Agricoles de Martinique) un débat a fait rage opposant le GAP à d'autres organisations qui étaient intervenu pendant la grève de 1974. Le GS, Les Marroneurs, Le Rassemblement de Saint-Joseph, plaidaient pour la participation des militants politiques à la direction du syndicat. Le GAP disait : « *Les ouvriers doivent diriger eux-mêmes leur organisation ; notre rôle est de contribuer à leur formation et les soutenir logistiquement !* »

Pour ses initiateurs, le socle de la « LIGNE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS » c'est précisément l'idée que les masses doivent être maîtresses et actrices conscientes de leur histoire, en particulier au travers de leurs organisations.

Dans son N° 5 datant de Mai 1981, le journal « Asé Pléré Annou Lité » qui exprimait alors les positions du mouvement, interviewait des militants du PTM. Relevons deux déclarations significatives :

D. (Paysan) : *« Nous voulons libérer notre pays et nous voulons construire une société nouvelle, alors nous nous donnons dès maintenant les moyens pour cela. Nous éduquons le peuple, nous le formons, nous formons les ouvriers, les travailleurs pour qu'ils soient capables de diriger le pays ; nous les organisons concrètement pour que, demain, dans le pays, nous soyons pratiquement prêts pour organiser la société. Nous nous organisons partout, en quartiers, en communes dans toute la Martinique. C'est le chemin que nous devons suivre parce que, faire une Révolution, libérer un pays, cela demande qu'on organise l'ensemble du peuple. Nous ne serons pas partisans que quatre ou cinq personnes fassent des actions inconsidérées qui ne permettent pas finalement une véritable libération du pays, mais qui ne servent qu'à faire une publicité pour quelques personnes. Bien sûr, nous ne tolérerons pas que l'impérialisme s'oppose à notre libération, donc nous nous donnerons les moyens nécessaires pour libérer effectivement notre pays. »*

H. (enseignant) : *« C'est-à-dire qu'il n'y a pas quatre chemins. Le choix est simple ; soit nous restons sous l'oppression des capitalistes et des impérialistes (Nous avons vu qu'ils sont pour leur intérêt), soit nous nous en débarrassons pour pouvoir édifier notre pays. Bien entendu, nous condamnons tous les partis qui demandent à rester dans le cadre colonialiste, sous le nom de département ; nous condamnons aussi tous les partis qui savent bien que nous n'avons rien à attendre des impérialistes mais qui font croire au peuple que nous pourrions discuter et nous entendre avec eux ; en réalité ces partis représentent des classes qui ont certains avantages dans la société et ils ne veulent pas courir le risque de les perdre (notamment les fonctionnaires qui sont de couche assez aisée et certaines fractions de la petite bourgeoisie). Ce sont eux qui veulent faire croire que le colonialisme changera ; mais il n'y a pas quatre solutions. Ce qu'il faut, c'est former le peuple, l'organiser pour qu'il prenne confiance et puisse lutter pour libérer et édifier le pays. »*

L'un des autres points théoriques sur lequel s'étaient accordés les fondateurs du mouvement concerne la question de la discipline.

L'adhésion au mouvement se fait sur la base d'un engagement conscient et d'un accord avec la ligne et les principes déjà établis. Le militant s'engage à respecter ceux-ci, en particulier celui de la discipline. Il lui est demandé d'avoir un comportement conforme aux idéaux défendus (respect humain, altruisme, etc.) et une rigueur dans

le militantisme (respect des engagements pris, assiduité, ponctualité, etc.) Il doit appliquer les dispositions arrêtées par la majorité après DISCUSSION LIBRE ET TRANSPARENTE, même s'il avait défendu une position divergente. Et, prenant le contre-pied des conceptions bourgeoises, le Parti garantissait à tous les militants la liberté de conscience et de parole. Ceux-ci étaient formés à ne pas obéir aveuglément à des consignes qu'ils savaient opposées aux principes. Quant au droit à la discussion entre militants !!! Le «cloisonnement» des structures, la consigne appelant à appliquer impérativement les directives ne se justifiaient que par la vigilance contre les tentatives de répression et d'infiltrations policières. JAMAIS, il n'avait été interdit aux militants de discuter politique entre eux ou avec les personnes extérieures au Parti ! La ligne historique COMBATTAIT LA CONCEPTION REVISIONNISTE DU PARTI, qui imagine les militants comme des robots qui doivent obéir à des consignes à l'élaboration desquelles ils n'ont pas participé. L'histoire du mouvement révolutionnaire mondial a suffisamment illustré que de tels fonctionnements ouvrent le champ à des opportunistes, apprentis gourous ou autres Raspoutine, dont le but est de mettre le parti au service de la quête de pouvoir personnel. Le Parti est alors détourné de ses objectifs, ses idéaux et ses principes sont bafoués, par des décisions, prises dans des couloirs obscurs et imposées à des militants maintenus dans l'ignorance des statuts.

Une circulaire de la Conférence des cadres du GAP, datant du 12 Mars 1975 s'adressant à tous les militants, disait ceci : *«Il faut veiller à ce que les rapports arrivent à toutes les structures de l'organisation et à ce qu'ils soient discutés. Le résultat des discussions doit être synthétisé et transmis à la CC. Il faut que tous les camarades sentent qu'ils participent à l'élaboration de la ligne. Cela renforcera l'homogénéité de la direction idéologique et pratique à donner au travail. »*

2- REFLEXIONS CONCERNANT LES DIFFERENTS FRONTS D'INTERVENTION

a)- Les Comités Populaires et le CNCP

La création des Comités populaires et du CNCP avait pour objectif de traduire dans la réalité l'objectif que notre peuple soit réellement acteur de son histoire.

Lors de la première AG de création des Comités Populaires les 4 axes de travail avaient été explicités. (Cf. brochure rendant compte de l'AG constitutive : « Les Comités Populaires voie de la libération du Peuple Martiniquais. »)

Voilà ce qui était dit de l'axe n° 2, *« Permettre aux masses populaires de faire l'apprentissage de la responsabilité et de la souveraineté »* : *« Les CP organiseront la discussion sur les événements, les programmes politiques concernant notre peuple avec des méthodes garantissant le droit égal pour tous de défendre ses convictions. Par la loi de la majorité, les CP permettront d'arrêter des décisions que le CNCP aura mandat de défendre. »*

Les positions prises et annoncées publiquement sans avoir été décidées dans les réunions des Comités Populaires, sans que tous les militants y aient été conviés ne sauraient donc être légitimes. De telles pratiques sont évidemment étrangères à la ligne historique qui a présidé à la création des CP et du CNCP. A cet égard, le règlement intérieur des Comités Populaire est INCONTOURNABLE.

Penchons nous sur quelques articles de celui-ci :

Article 4 : Chaque CP élit des délégués à raison d'un délégué pour 20 membres. Trois d'entre ces délégués sont désignés pour représenter le CP au CNCP ; les délégués sont révocables à tout moment par l'AG du CP.

Article 5 : tout aménagement du fonctionnement des CP rendu nécessaire par la situation locale peut être décidé par l'AG du CP qui en informe le CNCP.

Article 6 : Le CNCP est constitué par

- les délégués désignés par les CP
- Un représentant des centrales syndicales patriotiques
- Le CNCP élit un bureau exécutif chargé de diriger les CP dans l'intervalle des réunions du CNCP. Le bureau est chargé de coordonner le travail des CP, d'assurer la circulation de l'information, de représenter les CP et le CNCP devant toutes les instances nationales ou internationales.

Article 7 : Réunions et AG

Les CP fixent eux-mêmes le calendrier des réunions de délégués et des AG. Les réunions ordinaires du CNCP ont lieu tous les trois mois. L'AG des CP a lieu tous les deux ans. Si la situation l'exige, des réunions ou AG extraordinaires peuvent être fixées par le bureau du CNCP.

Il faut savoir que la dernière AG des Comités Populaires s'est tenue le dimanche 27 août 2006 et que le CNCP (qui est statutairement le regroupement des délégués) ne se réunit plus.

C'est bien le cas de dire que le mouvement ASE PLERE ANNOU LITE est à la croisée des chemins et que faute d'une sérieuse rectification il continuerait à s'étioler. La seule issue respectueuse de la ligne historique et des principes du mouvement passe par la préparation PAR LES COMITES POPULAIRES d'une Assemblée générale de rectification. Ce qui suppose :

1°) la DISCUSSION PAR TOUS LES MILITANTS, REGULIEREMENT CONVOQUES dans leur comité,

- du bilan des activités du CP, du CNCP et du bureau,
- de la crise connue par le mouvement.

2°) l'élection TRANSPARENTE des délégués au CNCP et la désignation du bureau par celui-ci.

Autrement, le mouvement et ses structures continueraient à périliter.

b) LE FRONT SYNDICAL ET L'UGTM

La construction de l'UTAM puis de l'UGTM, sur la base de la ligne des ouvriers et des paysans, a contribué à modifier profondément le paysage syndical martiniquais.

Déjà dans le cadre de la préparation et du déroulement de la grande grève des ouvriers agricoles, en revalorisant l'usage de la langue nationale, en contribuant à la formation des cadres ouvriers, en les incitant à diriger eux-mêmes leurs luttes, en mariant l'action syndicale et la lutte sur le plan culturel, l'action des marxistes-léninistes promouvait une autre vision de la chose syndicale. Pendant la grève de 1974, une forte opposition s'est constamment manifestée entre les directions des syndicats établis (principalement la CGT) et le Comité de grève qui s'imposait dans les négociations. La construction de l'UTAM a sanctionné l'existence de lignes et de pratiques opposées sur le front syndical. La construction de l'UGTM a traduit la montée en force de la « LIGNE DES OUVRIERS ET DES PAYSANS. Dans le même temps se développaient d'autres centrales syndicales impulsées par des anticolonialistes, notamment des indépendantistes. (CSTM, CDMT). S'il a pu exister des tensions entre celles-ci, dès les années 80, une dynamique de rapprochement a vu le jour et des pratiques communes ont été initiées. Une CHARTE D'UNITE est adoptée et présentée le 1^{er} MAI 1991 au Parc Floral de Fort-de-France. Plus tard, un Programme général de revendications est élaboré par l'intersyndicale en vue de l'appel à la grève générale. Cette dynamique est l'un des éléments qui a permis le mouvement de 2009.

Dans toute cette dynamique, l'UGTM a joué un rôle non négligeable. Elle a été également à la pointe dans le rapprochement entre syndicats des dernières colonies françaises et sur le plan Caribéen. L'UGTM a aussi joué un rôle précurseur fondamental dans l'évolution de la conception de l'action syndicale. A côté de l'action revendicative, elle a mené un intense travail pour agir globalement sur la société. (Lutte contre la thèse que « les syndicats ne doivent pas faire de politique » mais, surtout, action concrète dans les domaines de l'éducation et de la santé : publication de brochures pédagogiques, séminaires de réflexion, exposition de supports, documents à l'intention de la jeunesse, etc.).

Aujourd'hui, c'est surtout dans le secteur hospitalier et dans les stations services que l'UGTM est à la pointe du combat.

Toutefois, un constat s'impose. La symbiose qui existait à la base entre les membres des différentes structures se revendiquant du mouvement « Asé Pléré Annou lité », permettait de leur offrir des perspectives claires en matière d'engagement politique. Force est de constater que ce n'est plus le cas aujourd'hui.

c) LE FRONT INTERNATIONAL

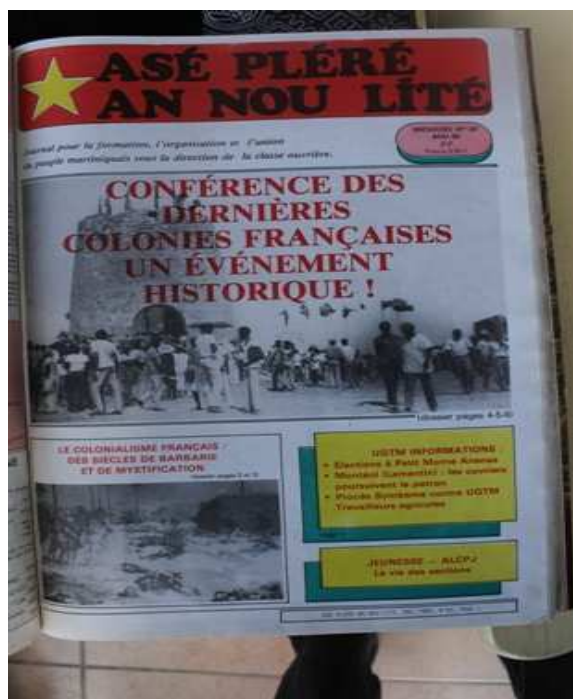


Photo J-G. C

Considérant que la Révolution n'aurait aucune chance de se produire en Martinique si elle ne s'ancrait pas dans la dynamique internationale, le mouvement a toujours accordé une grande importance à l'intervention sur ce front.

Cela s'est traduit par :

- Un travail d'information systématique d'information de notre population à propos des problématiques et des luttes internationales ;
- Une implication décisive dans la préparation de « Sanblé Karaïb ». Cette rencontre qui s'est tenue à Sainte-Luce en Juillet 1997 était conjointement organisée par le CNCP, l'ASSOCA, l'ASSAUPAMAR, l'UGTM, le GRS, le MIM et le PKLS ;
- Un soutien ininterrompu aux Peuples en lutte ou confrontés à des catastrophes ; (Collecte après séisme Salvador, soutien aux Palestiniens, aux Kanaks, aux patriotes Guyanais, etc.) ;
- un soutien aux communautés immigrées (Ouvriers agricoles Sainte-luciens, Communautés africaines et Haïtienne) ;
- la participation aux organisations et aux rencontres internationales (AMARC, APC, Forum de Sao Paulo, regroupement syndicaux, etc.) ;
- des échanges de publications (touchant près d'une centaine de pays) et de programmes radiophoniques (Salvador, Cuba, Haïti, Sainte-Lucie, Guyane, Guadeloupe, France).

Ce travail intense a permis une meilleure compréhension de notre lutte par les forces progressistes à l'étranger.



Photo J-G. C

d) L'EXPERIENCE DE L'UNITE ET DES ALLIANCES

Dès le moment où le GAP a adopté l'orientation consistant à privilégier la « ligne de masse », il a été amené à réfléchir au moyen d'impulser l'unité du peuple Martiniquais et à traiter la question des alliances.

- Dans la formation en direction des ouvriers et des paysans, dans la conduite des grèves, l'accent était mis sur l'importance de résoudre correctement « les contradictions au sein du peuple ».
- Concernant la collaboration entre organisations, dans une première étape c'est « l'unité des marxistes-léninistes » qui était visée et, malgré l'âpreté de la lutte idéologique, la démarche a abouti au rapprochement avec GS 70. Les oppositions avec les autres organisations qui étaient qualifiées de « nationalistes bourgeoises » sont restées très vives jusqu'en 1990.

Mais par la suite, le rapprochement entre les différentes organisations indépendantistes a été favorisé par la participation commune à différentes luttes sur le terrain, notamment à l'occasion de soutien au leader syndicaliste et membre du MIM, Marc PULVAR.



Photo J-G. C

- Radio APAL accorde une tranche hebdomadaire à la CSTM et à l'ASSAUPAMAR.
- Un nouveau pas a été franchi avec la participation du CNCP à l'UPAP (Union Pour une Alternative Populaire) qui s'était constituée pour lutter contre l'intégration à l'Europe. En faisaient partie : le PNA (Patriotes Non Alignés), le CNCP, le GRS, le MPRM et des personnalités dites de la société civile. L'UPAP a pu obtenir deux sièges aux élections régionales de 1990, le CNCP en occupait un.
- Une étape importante a consisté en la création de « L'espace Indépendantiste » dans lequel on retrouvait toutes les organisations patriotiques : CNCP ; GRS ; MIM ; MPRM ; MODEMAS ; PKLS. Un document historique avait été publié à cette occasion : LE MANIFESTE MARTINICAIS (7 Octobre 1998). Mais, l'espoir qu'avait suscité cette initiative a été déçu avec la mise en sommeil de cet espace. Parmi les raisons expliquant cette situation on peut citer les divergences relatives à la question de l'évolution institutionnelle mais aussi, hélas, la scission intervenue au sein du CNCP et à la volonté des autres organisations de ne pas prendre partie. Il faut savoir que, dans toutes ces dynamiques d'alliance, le CNCP s'efforçait de jouer un rôle de modérateur dans la résolution des contradictions.



Présentation à la presse du Manifeste Martiniquais

Janvier 2004 : Etape décisive : Le CNCP et le MIM annonce un accord stratégique ! Cette alliance a une très grande résonance et suscite de vifs espoirs dans le camp patriotique. C'est l'un des éléments qui explique l'éclatante victoire aux élections régionales avec près de 75.000 suffrages.

L'alliance entre les deux organisations s'est révélée salubre. Une saine collaboration s'est manifestée à propos des politiques régionales et quant à l'action pour l'évolution institutionnelle.

Mais, en matière de bilan, il faut noter également que, au sein du CNCP, des postures différentes se sont manifestées à propos de cette alliance. Certains militants en sont venus à négliger les interventions propres à l'organisation dictées par sa ligne originale. Précisons bien qu'ici, ce n'est nullement le MIM qui est en question. Chaque organisation a sa stratégie et la suit légitimement. Ce n'est pas non plus la nécessité de cette alliance qui doit être remise en cause. C'est l'inconséquence dans l'application de la ligne du mouvement qui est ici pointée du doigt parce qu'elle a des conséquences négatives sur le développement autonome du CNCP. Pour qu'une alliance soit forte, toutes ses composantes doivent être fortes. Pour qu'une alliance soit solide chaque partenaire doit porter sa contribution aux décisions prises et doit pouvoir donner, en toute fraternité, son sentiment sur les prises de positions et les réactions de ceux qui représentent cette alliance.

- Nouvelle étape importante dans la dynamique d'alliance : la mise sur pied du Rassemblement pour le Changement, comptant une quinzaine de partis et mouvements politiques, constitué pour soutenir le choix de l'article 74 lors de la consultation de janvier 2010.

Cette alliance avait la particularité nouvelle de regrouper des indépendantistes, des autonomistes et des éléments de la droite éclairée. C'est vrai, qu'elle n'a pas survécu à l'échec à la consultation, mais on a vu là les prémises d'une nouvelle dynamique de cohésion nationale, qui, certainement ressurgira avec le mûrissement de la situation.

3 - LES LUTTES DE LIGNES AU SEIN DU MOUVEMENT

En la matière, la vision qu'on a pu avoir de l'extérieur du mouvement « Asé Pléré Annou Lité » est obligatoirement limitée puisque, à l'époque où le mouvement était groupusculaire, les contradictions n'étaient pas perceptibles. Quand, plus tard, le mouvement est devenu visible, elles étaient gérées positivement en interne.

Ceci explique que beaucoup se sont déclarés particulièrement surpris quand, en 1999 les contradictions existant au sein du mouvement, parvenues à un stade antagonique, se sont traduites par une scission exprimée publiquement. (*Nous en reparlerons plus loin.*)

Mais, ce n'est pas une nouveauté que de dire, que tous les partis politiques, sans exception, comme d'ailleurs toutes les institutions humaines, associatives, religieuses, ou autres sont forcément agitées par des contradictions. Dans le cas des partis politiques, il s'agit principalement de luttes de lignes. Depuis son origine le mouvement a été confronté à cette loi là !

a- Quelle priorité ?

La première lutte de lignes notable qu'a connue le GAP remonte à la période où l'organisation posait comme priorité l'organisation des ouvriers agricoles. Pour certains militants, la nature endémique du chômage qui frappait la population et particulièrement la jeunesse, demandait de prioriser ce front et de penser des formes d'organisation économiques alternatives. Ils accordaient également une grande importance à la question culturelle, en particulier à la défense du créole.

La qualité des rapports humains existant dans l'organisation a permis une séparation plutôt sereine. Chaque courant devrait expérimenter son option.

b- La lutte idéologique sur la question syndicale

La deuxième lutte idéologique d'importance n'est pas interne au GAP. Elle l'oppose à une autre organisation se revendiquant du Marxisme-léninisme, le Groupe Septembre 1870 (GS70). Mais, il est important d'en parler car, plus tard, de nombreux militants du GS70 rejoindront le GAP.

Le GAP défendait la nécessité pour les ouvriers agricoles de créer un nouveau syndicat. Le GS l'accusait de « saucissonner la classe ouvrière » et prônait l'entrisme à la CGTM. Le rôle des militants politiques faisait également débat, le GAP accusant le GS « d'ouvriérisme » et d'économisme. Cet épisode est évoqué pour dire que le débat entre les deux organisations, quoique sans concessions, a été respectueux et a permis un rapprochement entre elles. Ce sera, là, l'un des éléments qui permettra la montée en puissance de la « ligne des ouvriers et des paysans. »

c- Une offensive opportuniste interne

Au lendemain de la grève de Janvier-Février 1974, le GAP aura à vivre le premier affrontement de lignes réellement antagoniques. Des militants qui, précisons le, avaient adhéré après la mise en place du socle idéologique par les initiateurs, prennent le contrôle de la direction. Leurs décisions concernant l'affectation des militants se révèlent désastreuses. Fin 1975, déroutés par les sévères affrontements entre organisations concernant l'édification de l'UTAM (Union des Travailleurs Agricoles de Martinique), ils parviennent à imposer à l'organisation LA SUSPENSION DE TOUTES LES ACTIVITES PRATIQUES !!! Pour justifier cette directive, ils défendaient la thèse que « l'organisation s'était trompée sur toute la

ligne », que « ses interventions avaient conduit les masses à l'échec », et que donc il fallait « se replonger dans l'étude théorique et les analyses ». LA DIRECTION ET LES CELLULES SONT...DISSOUTES pour être remplacées par trois groupes « d'étude » chargés de « travailler » sur la situation économique, l'histoire et l'analyse de classe. Les fidèles à la ligne initiale obtiennent un compromis : ils animeront un groupe d'enquête qui fera le bilan de notre action avec les masses.

Près de deux ans s'écoulaient ainsi, pour qu'au bout du compte, les militants parviennent à imposer la fin de cette « suspension de pratique ». L'histoire aura certainement l'occasion de se pencher sur les « rapports » réalisés par les tenants de la ligne opportuniste et sur le « Bilan d'enquête » produit par les fidèles à la ligne fondamentale.

L'important à noter ici est que la quasi unanimité des militants désavoue la ligne opportuniste et décide de reprendre le travail sur la base des conclusions du bilan d'enquête. A l'exception de l'un d'entre eux, les dirigeants opportunistes expriment leur désaccord avec cette orientation et démissionnent.

d- La scission

C'est en l'an 2000 que l'opinion publique découvre les contradictions qui agitaient le mouvement « Asé Pléré Annou Lité » à travers les turbulences qui agitent le CNCP. En effet, une assemblée générale est annoncée par certains militants connus. La légalité et la légitimité de celle-ci sont contestées par des responsables du mouvement. Les médias répercutent abondamment cette opposition entre les « deux CNCP ».

Au-delà du superficiel, de quoi s'agissait-il ? On assistait, là, à une lutte de lignes normale, conséquence de la croissance du mouvement. Celle-ci s'expliquait essentiellement par des positionnements différents concernant les stratégies à mettre en œuvre pour prendre en compte le front électoral.

En 1995, la liste présentée par le CNCP à Fort-de-France se retrouve après le PPM et devant la droite. Dès lors deux points de vue vont s'opposer. L'un considérant que cette situation dans la capitale nous appelait à y prioriser l'intervention, quitte à délaisser les autres fronts. Forts de ce tremplin, on pourrait ré-intervenir sur tout le pays. L'autre point de vue, relativisait les résultats électoraux et considérait qu'on devait s'en tenir à la ligne adoptée.

La première approche a amené ses défenseurs à remettre en question la forme d'organisation des CP et du CNCP. On devait faire du CNCP, selon ses défenseurs, un parti comme les autres. La politique de construction de l'unité nationale était également vue différemment, puisqu'elle ne permettait pas la différenciation nécessaire entre courants, ce qui serait supposée favoriser les succès électoraux.

C'est ainsi que deux lignes divergentes se sont systématisées. Mais, contrairement aux luttes de lignes qui avaient pu être dépassées intérieurement, par le passé, l'affrontement est devenu antagonique, avec le choix fait par les opposants à la ligne historique, de tenter d'asseoir leur direction sur le mouvement en contrôlant formellement le CNCP. On sait que par la suite, ils y ont renoncé pour créer le PALIMA.

e- le rideau de la « quatrième phase »

Depuis 2009, le mouvement est confronté à une nouvelle lutte de lignes particulièrement déterminante pour son avenir. Sa particularité c'est de se dérouler dans une réelle opacité tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du mouvement.

Comment cette crise s'est-elle manifestée ? Des membres fondateurs du mouvement en ont été écartés. Des membres et délégués du CNCP ainsi qu'un comité populaire tout entier demandant des explications ont, eux aussi, été mis au ban dans le total irrespect du règlement, des principes, des statuts et de la ligne du mouvement. Cette opération a été avalisée par des « éducateurs du peuple » et des « cadres marxistes » prétendant œuvrer à « l'union du peuple » et à la « cohésion nationale ». Pour ceux qui parlent aujourd'hui au nom du mouvement, « Il n'y a pas de crise » ou s'il y en a eu une, celle-ci est réglée et il n'est pas opportun d'en parler ! En interne, certains militants, ignorant la réalité des faits, se conforment à des consignes que chacun appréciera : « Ne pas discuter politique » avec X ou Y. Aller vérifier, auprès des écartés, le seul son de cloche donné constituerait un « non-respect de la discipline » et ne serait pas « marxiste » !!! On est en plein dans la « quatrième phase » annoncée par les promoteurs de la nouvelle ligne.

On attend avec impatience la publication d'un document expliquant ce qu'est cette nouvelle phase, en quoi elle se distingue des précédentes et surtout le bilan de ses premières années d'application ! D'autant plus, qu'en privé, ces opposants à la ligne historique déclarent que le bilan de tout le travail impulsé par les dirigeants, qu'hier ils congratulaient, est essentiellement négatif.

En réalité, la lutte de lignes à laquelle on assiste ici n'a rien d'étonnant. Elle reflète des évolutions personnelles et des positionnements différents face aux nouvelles réalités politiques que nous connaissons aujourd'hui. Au-delà des problèmes d'ego et de plan de carrière personnelle, ce qui sous-tend principalement les comportements, ce sont des choix idéologiques et politiques opposés. Dans la situation actuelle, on peut voir une nouvelle offensive menée par celui des promoteurs de la ligne opportuniste qui avait tenté de s'imposer en 1975 qui était resté dans la place, et on assiste à la même tentative de paralyser les structures de base. (Cf. page 36)

Aujourd'hui, les fondements théoriques de la « ligne des ouvriers et des paysans » sont remis en cause, en particulier la conception des rapports entre parti politique et organisations de masse.

Nous avons rapporté plus haut le point de vue de la ligne historique concernant la conception du Parti et des rapports de celui-ci avec les organisations de masses.

Comme les scissionnistes de 2002, les promoteurs de la « quatrième phase » considèrent les Comités Populaires obsolètes et tentent de transformer le CNCP en parti traditionnel où le « bureau » joue le rôle de direction politique. Ainsi, la conception des « organisations de masses satellites » pourrait être imposée subrepticement et le rôle des militants réduit à celui d'exécutants.

« Ce qui m'effraie ce n'est pas l'oppression des méchants ; c'est l'indifférence des bons. »

« Celui qui accepte le mal sans lutter contre lui, coopère avec lui. »

« A la fin, nous nous souviendrons non pas des mots de nos ennemis, mais des silences de nos amis. »

Martin Luther King.

Il n'est pas inintéressant de rappeler que l'opposition des conceptions relatives au rapport entre parti politique et organisations de masses est aussi vieille que le mouvement.

Quand le MXX12 s'est créé dans l'émigration (Cf. plus haut), il s'est trouvé en opposition avec deux courants. Le premier, le CML (Collectif Marxiste-Léniniste), prônait la refonte en une seule organisation de l'AGEM avec les travailleurs immigrés. Le second, interne à l'AGEM, prétendait qu'il était du ressort de l'association étudiante d'organiser l'ensemble de l'émigration. La question était déjà de savoir qui devait diriger la lutte des travailleurs. Les contradictions de lignes concernant l'édification de l'UTAM posaient la même question.

La ligne historique du mouvement considère que l'essentiel est de contribuer à l'organisation concrète des masses, seules capables de garantir la transformation révolutionnaire par leur engagement conscient dans la lutte.

La ligne qui se cache derrière la « quatrième phase » ne manifeste aucune inquiétude à être coupée des masses, considérant que les « éclairages » donnés par un penseur omniscient, garantiront les avancées.

La ligne historique privilégie une large cohésion nationale permettant d'organiser la résistance et la préparation de la confrontation. La ligne, se cachant derrière le rideau de « la quatrième phase », est persuadée que par le jeu des alliances et des confrontations électorales elle parviendra à éradiquer le colonialisme.

La ligne historique du mouvement dit l'importance de dénoncer les manœuvres dilatoires, pseudo-démocratiques, des colonialistes et l'urgence d'accompagner notre peuple dans le chemin de la résistance contre la politique agressive impérialiste et néolibérale de ceux-ci. Les promoteurs de la « quatrième phase » reprennent la rhétorique que les indépendantistes avaient dû combattre dans les années 70.

« *Le peuple s'étant prononcé en janvier 2010, il faut s'en tenir à son verdict !* » déclarent-ils. Précisons qu'on parle ici d'une consultation référendaire organisée par les colonialistes, consultation qui excluait du vote la fraction émigrée de la population (un tiers) mais à laquelle participaient les milliers de Français de passage en Martinique (y compris les forces de l'ordre), dans un contexte de chantage et de désinformation massive. Désormais, ils se félicitent du « PAS VERS LA RESPONSABILITE » que permettrait la fusion du Conseil Général et du Conseil Régional, sans compétences nouvelles, prévue pour 2014 ! Maintenant, il s'agirait surtout de bien préparer cette échéance électorale. Tout ceci ne les empêchant pas, c'est le comble, d'encenser Fanon !

Il est déplorable de constater, qu'une fois de plus, des militants politiques qui avaient rallié une organisation sur la base d'une ligne, de principes politiques et organisationnels précis, s'en détournent mais n'ont pas le courage d'assumer les conséquences de leur choix ; pas plus qu'ils n'ont le courage de publier le bilan qu'ils font aujourd'hui de la ligne historique du mouvement, les raisons de l'écartement de militants, d'assumer leurs positions quant à la conception du parti, de la « discipline d'organisation » et de la satellisation des organisations de masse ! Ils n'ont même pas celui de débattre face-à-face de leurs analyses. Se cacher derrière les acquis de la ligne historique pour développer une politique contraire aux fondements de celle-ci relève d'une totale absence d'éthique.

En tout état de cause, on attend les écrits qui présenteront la stratégie visant à renverser la domination coloniale et à construire le pays neuf !

**« L'ARBRE QUI TOMBE FAIT PLUS DE BRUIT
QUE LA FORET QUI POUSSE »**

Proverbe africain

CHAPITRE III

**Ce chapitre est spécialement dédié à
Clément BARBARA**



En lutte depuis son adolescence contre l'exploitation capitaliste, particulièrement actif pendant la grève des ouvriers de la canne en 1956, Clément BARBARA, originaire du Marigot, vivait au Robert quand le mouvement l'a contacté en 1971. Il est l'un des pionniers qui ont permis que les familles défavorisées s'installent sur les terrains de Cité Lacroix. En 1972, il est des premiers à organiser clandestinement les ouvriers agricoles en « Comités d'habitations ». Avec les travailleurs de « Gachette », il a constitué l'équipe fer de lance de la grève de 1974 pour toute la région centre. Pendant cette période, il s'est révélé un éminent stratège, et a conduit les troupes marchantes à travers tout le pays, se jouant des forces de répression jusqu'au guet apens de Chalvet, où seul son génie lui a permis d'échapper à la mort. Le camarade BARBARA a été un des principaux constructeurs de l'UTAM. Il était réputé pour sa disponibilité à servir les autres. Il a milité jusqu'à ces derniers jours malgré la maladie et son âge avancé. Il nous a laissé le 06 février 2011.

PARCOURS DE MILITANTS

Précisons que les témoignages suivants ont valeur de documents historiques et n'engagent pas tous leurs auteurs quant aux analyses faites par la coordination à propos de la situation actuelle. Ils ont été réalisés sur la base du questionnaire suivant :

- 1) A quel période es-tu entré en contact avec le mouvement ?
- 2) Quelle image en avais-tu avant ?
- 3) qu'est-ce-qui t'as incité à t'y engager
- 4) Quelles formes d'intervention y as-tu pratiquées ? Dans quel secteur ? Quelles leçons en as-tu tirées ?
- 5) Quels faits ou événements t'ont marqué ?
- 6) Comment ton regard sur la ligne a-t-il évolué ? Quels faits négatifs ou positifs expliquent cette évolution éventuelle ?
- 7) Si tu as laissé le mouvement, quelles en sont les raisons ?
- 8) Si tu en fais encore partie, quel regard portes-tu sur sa situation actuelle ?
- 9) Selon toi qu'est-ce qui permettrait à la lutte de notre peuple d'être plus efficace ?
- 10) Quels éléments supplémentaires n'apparaissant pas à travers les questions souhaiterais-tu ajouter ?

« Fredo »
(Conseiller Technique dans le secteur de la jeunesse)

J'ai rejoint le GAP en 1973. C'est le travail de persuasion des militants qui m'a convaincu de m'y engager. J'y ai milité pour la défense de l'intérêt des habitants de quartiers, l'aide aux classes populaires et le soutien à la lutte des travailleurs agricoles contre l'exploitation des classes dominantes et du patronat.

Ma participation au mouvement m'a permis d'avoir une meilleure prise de conscience des phénomènes sociologiques, politiques et culturels de notre pays et du monde environnant. Une plus grande vision des politiques et une approche en termes de démarche personnelle axée non sur des idées reçues, mais sur une certaine capacité à analyser les choses de manière plus objective et moins conformiste.

J'ai été particulièrement marqué par la grève de Janvier-Février 1974, par les phénomènes de clandestinité, l'engagement personnel dans la lutte contre toutes formes d'aliénation et d'assimilation et la volonté d'émancipation des individus. Quand à la ligne du mouvement mes convictions sont renforcées au vu de la dégradation des comportements et des faits sociopolitiques et économiques du système actuel.

J'ai laissé le mouvement à cause de l'émigration, des études et du travail. Aujourd'hui, je pense qu'il faut une prise de conscience plus percutante des habitants de ce pays, une plus grande conviction dans ses propres capacités à innover et à créer, une culture du travail et un effort dans la transmission des valeurs culturelles. Il faut une révolution culturelle capable de bousculer les idées reçues. Je pense aussi qu'il faut une lutte contre ce racisme anti-noir qui fait honte à l'ensemble des caribéens et plus largement au monde noir.

Valère LOZA
(Professeur de sciences économiques)

Cadre militant de très longue date, V.L. a milité au MLN avant de participer à la fondation du Groupe Septembre 1870. Déjà indépendantiste quand il arrive en France pour faire ses études, il dirige la section de l'AGEM à Toulouse. De retour en Martinique en 1978, il milite dans son organisation et contribue au rapprochement avec le GAP. Quand le GS rejoint le GAP il en devient naturellement membre. Il est aujourd'hui l'un des responsables du MIM.

« J'avais pourtant des divergences sur certaines questions, par exemple l'analyse de la question internationale. Par exemple, le GAP défendait la théorie des « TROIS MONDE » à laquelle j'étais opposé. J'avais aussi le sentiment que l'organisation était trop marquée par des militants « intellectualisés » hors-sol, mais je la considérais marxiste-léniniste et je pensais préférable d'y militer que d'avaliser la multiplication des groupes. Je voyais là un moyen de faire les choses avancer.

J'ai travaillé essentiellement sur le front paysan, notamment en contribuant à la construction du S.M.E.P (Syndicat Martiniquais de l'Entraide Paysanne) et de l'UGTM Paysans Pauvres. Le contact avec les paysans a été facile vu mon origine sociale et grâce à des paysans déterminés comme Tellus, TO,...

Nous avons mené une lutte victorieuse pour l'augmentation du prix de la tonne de cannes. Nous sommes à l'origine de la première expérience de marché paysan. Nous avons fait de nombreuses rencontres autour de projections de montages diapos et mené des opérations d'alphabétisation qui ont été positives. Il y avait une bonne articulation entre le syndicat paysan, ALCPJ et les comités populaires et nous avons pu intégrer des jeunes ouvriers et paysans.

Je note, toutefois un aspect négatif : lors des coups de mains chez certains paysans, on voyait les enfants de celui qui était aidé rester à l'écart et vaquer à leurs occupations. Cela était démobilisateur pour les sympathisants que nous invitions.

Plus généralement, le bilan que je tire du travail sur ce front c'est qu'il y a un pas qui n'a pas été franchi. Le travail s'est délité à cause de problème de confiance envers certains responsables, à cause de l'embourgeoisement de certains paysans, mais aussi parce que nous n'avons pas su nous adapter aux changements qui avaient cours dans la société. Par exemple, l'irruption de la télévision et des nouvelles technologies a rendu obsolètes nos montages diapos !

Je me suis détaché du mouvement parce que j'étais convaincu qu'il ne tenait pas suffisamment compte de la nécessité d'intervenir sur tous les fronts nécessaires. Au début, il sous-estimait le front électoral. Quand il s'y est engagé, il a délaissé ceux où il faisait un apport important, en particulier l'implantation dans les masses. Mais ma décision a été prise surtout parce que j'étais en désaccord avec la tentative de présenter un candidat aux Présidentielles.

Ceci dit, je constate que le travail fait par la radio et le journal, avec l'engagement des militants que cela implique est méritoire. L'importance du travail sur le front culturel est également à saluer.

Aujourd'hui de l'extérieur on ne perçoit pas le travail des Comités Populaires, cela est regrettable parce qu'il y avait là une complémentarité avec le travail des autres organisations.

A l'étape actuelle, je pense qu'il y a certaines questions à approfondir : la question de l'unité politique, la réflexion sur le rôle de l'émigration, la question des relations avec les autres pays caribéens, les changements de pratique qu'imposent les changements dans la société.

Josette BOMARE
Dirigeante de la grève des ouvriers agricoles de 1974



J'ai commencé à travailler à l'âge de quinze ans comme manœuvre maçon .Je transportais des seaux de ciments pour la construction du pont du Lamentin. Après, j'ai travaillé dans la canne. Dès ce moment j'ai commencé à militer avec le Parti Communiste. Nous allions dans tous les recoins du pays mener le combat pour l'installation de la sécurité sociale et pour les congés payés. Avec Georges MAUVOIS père, nous faisions des réunions « an ba tout bwa ». J'allais dans toutes les réunions communistes.

J'ai participé aux grèves dans la canne, la première c'était à Mansarde, où nous avons été confrontés aux gendarmes. Ensuite, j'ai travaillé dans la banane à Gachette. C'est là qu'avec Clément BARBARA nous avons commencé à organiser les ouvriers agricoles. Quand la grève a démarré, j'ai réuni à mes côtés une équipe de femmes solides : Céline, Marie Flore, Gisèle, Jonassia, Julienne, Mauricienne et bien d'autres encore. Nous avons mené le combat partout.

Si aujourd'hui, nous les ouvriers avons un salaire, même s'il reste faible, c'est grâce à ce combat et à nos morts. Sans cela nous n'aurions jamais rien eu !

Mais, personnellement je n'ai pas bénéficié car après la grève le béké a refusé de m'embaucher. C'est à la ville de Fort-de-France que j'ai pu être embauchée pour travailler dans les espaces verts.

Pendant la grève, nous avons vu les militants intellectuels commencer à venir à nos côtés. Mais dès le départ nous avons vu que certains avaient de bonnes intentions et que d'autres étaient pour leurs intérêts. Comme nous avons besoin de force, nous avons laissé les choses aller. Aujourd'hui, il y en a qui sont de grosses têtes, nous ne les voyons plus sur le terrain ; quand on les rencontre ils ne nous disent même pas bonjour.

C'est nous qui avons mené la grève mais c'est eux qui la racontent dans les médias, sans savoir vraiment comment les choses se sont passées. Lorsque le travail de Asé Pléré Annou Lité a commencé, c'était un bon travail, mais il y en a beaucoup qui ont « pris leur rang » et qui ne sont pas restés aux côtés de ceux qui sont toujours avec nous sur le terrain.

*Après 74, malgré les 35 francs que nous avons obtenu (**), la situation des ouvriers ne s'est pas vraiment améliorée. Chaque fois il fallait se battre pour une petite augmentation. C'est encore le cas maintenant.*

La situation du pays devient pire et les travailleurs sont de plus en plus malheureux. On vote pour des gens qui font des promesses et qui ne changent pas les choses une fois élus. Qu'est-ce que le « 73 » nous a porté ? Nous n'avons aucun bénéfice !

Même 2009 n'a pas vraiment changé les choses. Le peuple avait raison de se révolter mais la baisse des prix a concerné des produits qui ne nous sont pas les plus nécessaires et le coût de la vie à continué à augmenter. Une bouteille d'huile qui valait 1 euro coûte maintenant 3 euros ! La fonction publique qui donnait un espoir de s'en sortir n'offre plus de possibilités. Même pour travailler dans les bananeraies, on demande un examen.

Je ne crois pas que les choses vont changer car la solidarité a diminué, la combativité a diminué. Mais le monde a commencé à comprendre en particulier que ce ne sont pas les élus qui peuvent résoudre les problèmes.

J'ai vu beaucoup de misère dans ma vie, coupé la canne, charroyé des régimes de banane, mais c'est par mon travail que, je cherchais à manger.

Je dis aux jeunes qu'il faut qu'ils se battent. Si nous n'avions pas lutté nous n'aurions rien aujourd'hui. Regroupez-vous ! Comptez sur vous-mêmes. N'attendez pas de l'Etat. Il ne donne pas, au contraire, il vous prend ce que vous avez. Apprenez à vivre l'un avec l'autre. Ceux qui ont un petit morceau de terre, qu'ils le plantent.

Les jeunes ne peuvent pas lutter s'ils ne connaissent pas notre histoire. Il faut la leur montrer pour qu'ils soient capables de prendre des décisions.

En tout cas, je suis une combattante. Je suis née communiste et je mourrai communiste.

(**) Les ouvriers réclamaient l'application du SMIC qui était alors à 34,46 francs et les négociateurs avaient accepté un salaire conventionnel de 35 francs.

Yvon ROISIER

Ouvrier du bâtiment retraité, membre du Comité Populaire Nord Atlantique
Animateur de l'association inter générationnelle (AAMIG)



J'ai vécu dans un pays socialiste, le Vietnam, où je suis devenu marxiste-léniniste et je le resterai toujours. Quand j'étais jeune, j'avais été influencé par la propagande colonialiste qui disait que la France était en danger et qu'il fallait aller la défendre. J'ai été envoyé faire la guerre au Vietnam. Arrivé sur place, j'ai découvert les conditions misérables dans lesquelles les habitants vivaient et qu'il s'agissait d'un peuple comme le nôtre. J'ai choisi leur camp et je suis entré en contact avec la résistance. Après la guerre, j'ai travaillé dans les mines de charbon ; j'ai été à deux reprises désigné travailleur modèle et héros du travail et j'ai participé au travail politique. Quand j'ai décidé de rentrer en Martinique, les cadres étaient très affectés mais ils m'ont dit que l'essentiel était que je continue la lutte là où je serais. Je suis passé en France où j'ai été incarcéré, puis je suis retourné en Martinique.

A mon arrivée, j'ai pris contact avec des membres du PC local mais je n'ai pas retrouvé l'idéologie que j'espérais. Ensuite, on m'a présenté des militants qui se réclamaient du marxisme, j'ai collaboré un moment avec eux, ils font partie de ceux qui ont créé le GS plus tard. Mais je me suis vraiment retrouvé idéologiquement en lisant le journal « L'événement » et j'ai rejoint le GAP.

C'était un travail nouveau, des méthodes nouvelles qui étaient apparus. Les vrais militants étaient au service des exploités. Nous avons mené enquêtes sur enquêtes, participé à toutes les activités d'entraide. Le Robert constituait notre base d'appui. A cette époque j'étais ouvrier du bâtiment. La « Ligne des Ouvriers et des Paysans » a libéré les ouvriers qui n'étaient pas loin de l'esclavage.

Aujourd'hui, je constate que nous avons perdu nos bases, il y a un relâchement idéologique qui s'est opéré. Il y a eu beaucoup de sacrifices et aujourd'hui, il nous faut partir sur de nouvelles bases.

Roger MARION
Ancien membre du Comité Directeur de ALCPJ

Quand es- tu entré en contact avec le mouvement ?

En 1970, dans le cadre du mouvement du X janvier.

Qu'est-ce qui t'as incité à t'y engager ?

L'idée de pouvoir faire des choses et de contribuer au changement

Quelles formes d'intervention y as-tu pratiquées ? Dans quel secteur ? Quelles leçons en as-tu tirées ?

Militantisme dans tous les secteurs de la société.

Beaucoup de leçons. Tout d'abord apprendre à développer un esprit d'analyse critique et de synthèse, apprendre l'humilité, être à l'écoute, observer et expliquer. Ne pas se focaliser sur les individus mais sur les actions, c'est l'action qui compte. Une philosophie de vie indéniable.

Comment ton regard sur la ligne a-t-il évolué ? Quels faits négatifs ou positifs expliquent cette évolution éventuelle ?

Avec le recul, on se dit toujours que l'on aurait pu faire autrement mais on ne prend pas suffisamment le temps de faire le bilan pour en tirer les leçons.

Se remettre en cause, c'est la chose la plus difficile pour tout individu parce que subjectivement c'est l'individu (la personne) qui est remis en cause et non l'action ou les actes. Le résultat se traduit par des divisions, des purges, des jugements, des rapports de force sans pour cela qu'il y ait un bilan technique et stratégique : quel était le but ? Quelle était l'étape ? Quels étaient les moyens mis en œuvre ? Qu'est ce qui a marché ou pas ? Quels sont les éléments positifs et négatifs ? Quelles sont les forces et les faiblesses et quelles nouvelles orientations pour quelle durée et dans quel délai ?

A mon avis le mouvement est trop resté sur un modèle théorique avec un idéal fort et partagé mais sans objectifs pragmatiques. J'en ai pour preuves qu'au moment où le mouvement a atteint son pic de croissance (années 88, 89), il y a eu du mal à modéliser le nouveau projet d'action pour un résultat. Je m'explique :

Si l'on considère que l'objectif de la première période était de constituer le mouvement de masse, l'objectif a été atteint en 88. En 89 le CNCP a été la traduction de la deuxième période qui consistait à transformer le mouvement de masse en mouvement politique mais l'objectif n'était peut-être pas suffisamment précis pour un plan d'action. En effet l'idée force était « une société nouvelle », « un pays neuf », cela restait toujours un idéal mais pas suffisamment concret. Le résultat a été le « dérapage » des militants et des organisations et la perte de tous les acquis du mouvement de masse, en définitif un grand gaspillage. La cause principale : une

crise de croissance et de stratégie, symptômes de développement de toute organisation quelle qu'elle soit (économique, sociale, etc.).

L'incompréhension de cette crise nous a amené à des jugements subjectifs sur les individus.

La troisième période a été celle de la crise existentielle tant pour les individus que pour les organisations. Que faire ?

- Pour les individus : persévérer dans le militantisme par conviction ou par appartenance (besoin d'appartenance sociale) OUI se retrancher sur soi pour un épanouissement personnel (familial, professionnel voir même confessionnel), c'est l'expression d'un besoin d'affirmation de soi.

- Pour les organisations : se raccrocher au modèle politique dominant, rentrer dans les sérails des organisations politiques et syndicales, c'est-à-dire faire la même chose que l'existant. La différenciation n'est pas marquée et l'on ne retrouve pas le lien entre l'idéal de changement (base de fondement du mouvement) et la pratique parce que le mouvement est happé par le modèle dominant.

Si tu as laissé le mouvement, quelles en sont les raisons ?

Pour rester indépendant, cultiver ce que j'ai appris. Je suis dans la catégorie de ceux qui ont besoin de s'affirmer de manière indépendante. J'en suis très fier car j'ai jalousement conservé mes acquis à savoir l'esprit critique et l'esprit d'ouverture qui restent mes principales forces.

Selon toi, qu'est-ce-qui permettrait à la lutte de notre peuple d'être plus efficace ?

Tout à l'heure, je disais que le mouvement a atteint rapidement un niveau de croissance inespéré c'est-à-dire cela n'avait pas été chiffré ni daté. Ça a été un résultat. Tout avait été pensé (éducation, économie, organisation sociale, etc.) puisque tout avait été essayé : éducation des jeunes, comités populaires, activités de résistance.... Une fois que tout cela fut fait, la difficulté a été de passer à l'étape suivante, c'est-à-dire de l'expérimentation à la réalisation.

L'expérimentation s'est réalisée en laboratoire propre au mouvement, c'est-à-dire en dehors du système.

Pour vulgariser les essais, réaliser « l'épandage » nécessaire, il aurait fallu avoir le pouvoir ou installer des contre-pouvoirs dans le système.

Aujourd'hui, l'alternative qui existe est celle des contre-pouvoirs, c'est-à-dire faire émerger les idées partagées par le peuple dans les lieux de pouvoirs afin de faire ressortir les contradictions qui conduisent au changement. Etre dans les lieux de pouvoirs, c'est pour soit exacerber les contradictions ou soit piloter le changement.

Exacerber les contradictions ne veut pas nécessairement dire opposition, cela peut être proposition visant à inverser une tendance.

Si je me rappelle bien, il y a quelques années, le mouvement parlait de développement autocentré, aujourd'hui le système parle de développement endogène, où est la différence ?

C'est que ceux qui en parlent aujourd'hui sont ceux qui l'ont combattu avant. Ils en parlent parce qu'aussi cela s'impose à nous. Mais où en sont ceux qui en parlaient avant ?

Valère SAUVAGE
Ouvrier agricole retraité, cofondateur de l'UTAM,
Ancien secrétaire général de l'UGTM ouvriers agricoles,
Animateur de l'AAMIG.



J'ai suivi la grève des ouvriers agricoles de 1963 à la base. Elle était dirigée par la CGT, avec Lamon, Duféal, Valbon. C'est là que j'ai été pénétré par l'idéologie de la lutte de classe. Mais j'étais à la recherche d'une ligne et je l'ai découverte en 1974 où des militants intellectuels menaient un travail concret pour la classe ouvrière. Il y avait les « Marroneurs » dont j'étais membre, le GAP, le Rassemblement de St Joseph, GS 70. La CGT était absente sur le terrain et nous organisions des réunions partout dans les quartiers.

Après la grève, nous avons créé l'UTAM, mais il y avait des divisions entre les intellectuels ce qui se répercutait sur le peuple et sur les ouvriers.

Plus tard, je suis devenu secrétaire général et les choses se sont améliorées. Barbara nous a proposé un terrain qui était occupé par Léon SEVEUR à Cité Lacroix et nous avons construit un local en coup de mains. En même temps je participais à l'entraide paysanne. L'UTAM a porté beaucoup de fruits pour la classe ouvrière et a influencé les autres syndicats. Comme le mouvement se renforçait nous avons créé l'UGTM. Je m'étais rapproché du GAP et nous avons créé les Comités Populaires. C'est dans mon quartier que nous avons décidé de créer le journal « Asé Pléré annou lité ». Beaucoup de travail a été fait.

Récemment, quand j'ai su qu'il y avait des problèmes, j'ai proposé aux responsables actuels d'organiser une réunion avec les sages pour les régler. Cela a été refusé. Je note qu'aujourd'hui règne un certain individualisme.

Emile ELODIN
Travailleur social,
Responsable de la section CNCP France

Je suis entré en contact avec le mouvement à la fin des années 70. J'ai commencé à travailler avec l'association « BOIS D'EBENE » de Lestrade et à pratiquer la poterie avec des jeunes du secteur. Je dois dire que cela n'a fait que renforcer mon envie de m'engager dans la lutte pour une transformation de notre société. Cette période a été très formatrice pour le jeune homme que j'étais. J'ai coutume de dire que cela a été une école de la vie.

J'avais une image très positive du mouvement. J'ai côtoyé de nombreux camarades de toutes origines sociales. Il n'y avait pas de hiérarchie, mais seulement des niveaux de responsabilité, un vrai sentiment de camaraderie, une vraie crédibilité dans la population.

J'avais le sentiment que quelque chose de neuf était entrain de naître, une façon nouvelle de faire de la politique dans notre pays, un travail militant qui a comme fondement l'éducation des masses à travers notre journal et ensuite Radio APAL, par la création de ALCPJ qui a tout de suite répondu à mon attente.

Les axes de travail dans la jeunesse, les activités de résistance, le travail sur le front culturel, la nécessité de rapprocher les différentes fractions de notre peuple, l'union du peuple.

Ma participation dans le mouvement s'est essentiellement déroulée sur le front de la jeunesse, c'est dans ce secteur que je me suis le plus investi compte tenu de mon expérience. J'ai fait partie du Comité Directeur de ALCPJ, nous avons eu un rôle à jouer dans la réalisation des activités avec la base. Comme je l'ai dit précédemment, j'en ai eu une grande satisfaction, c'était une école de la vie, une expérience fondatrice.

Beaucoup de choses m'ont marqué. La première, la création de la nouvelle ligne, la ligne des ouvriers et des paysans dans le vieux hangar voué au séchage du tabac qui appartenait à un camarade paysan. Ce sont aussi les AG de ALCPJ et les koudmen de résistance.

Les années ont passé, mon sentiment sur le mouvement est resté positif malgré les difficultés, les luttes internes, la scission. Tout cela n'a pas affecté durablement mon engagement militant. Lorsqu'une expérience, malgré ces années écoulées, reste encore vivace, cela signifie que rien ne pourra affecter votre envie d'être utile à votre pays, peu importe le lieu où vous avez choisi de résider.

Dans la période actuelle, j'ai quelques doutes sur les orientations du mouvement, c'est une grande interrogation dont, sans prétention aucune, je devine l'issue. Mais je ne vais pas m'étendre davantage sur le sujet. Je suis un patriote et je n'abandonne pas le combat. Je ne vis pas en Martinique, je n'ai pas de contact direct avec l'organisation, je n'ai pas le sentiment que cela soit une préoccupation des « camarades » de me tenir au courant de leur actualité.

Je crois qu'il faut revenir aux fondamentaux. Le travail d'organisation au sein de la population ne doit pas être considéré comme une pratique d'arrière garde. Le combat sur le front électoral n'est qu'un moment du combat politique.

Gérard CHENEVOT
Enseignant,
Militant de l'émigration en France

Je pense que depuis 1970, à mon arrivée en France comme étudiant, je peux considérer que j'ai été « capté » par le mouvement qui, quelques années plus tard devenait le mouvement « Asé pléré Annou Lité ».

Militant de l'AGEM, j'avais un regard, une oreille et, lors du retour au pays pendant les périodes de « vacances » universitaires de juillet et août (et même septembre dans les premières années), un contact physique avec le mouvement.

Les activités de vacances de l'AGEM au pays (cours de soutien, contacts avec le GAP, le GS70 et autres organisations, les « koudmen » agricoles avec des paysans pauvres, les ventes de journaux (au début, ceux de l'AGEM avec « Pou jou wouvè ») occupaient l'essentiel de mes vacances.

Mes convictions affirmées petit à petit dans mes années de lycée (1^e et terminale) surtout au contact d'un camarade de classe puis ami, aujourd'hui militant du MIM.

Du soutien à la lutte des ouvriers agricoles lors de la grande grève de 1974 à la création de l'UTAM et des autres sections syndicales qui devaient se rassembler dans l'UGTM à la participation à d'autres mobilisations, aussi bien en Martinique qu'en France, les « apprentissages » furent nombreux.

Ces actes militants qu'on pourrait qualifier de papillonnage attendaient une direction claire et ferme.

De 1976 à 1979 ou 1980, faute de moyens financiers, je n'ai pu retourner en Martinique.

C'est à la fin de cette période qu'apparut le mouvement APAL, sa radio, son journal et surtout, pour moi, ALCPJ.

Ma véritable entrée dans le mouvement se fit sous deux formes :

- 1. J'ai participé, en France, à la création et au développement du « KS », le Comité de Soutien au Journal Asé Pléré Annou Lité dont les activités restent à écrire : Nous sommes aujourd'hui un peu dispersés.*
- 2. Au contact de ALCPJ, j'ai participé aux 4 camps de vacances qu'elle a organisés, à toutes les « swaré bèlè » de juillet et août ainsi qu'au rencontres sportives (foot et hand) qui avaient lieu çà et là.*

Mes gros coups de cœur, outre ceux que je viens de citer, ont été l'AG constitutive du CNCP, l'AG constitutive de ALCPJ et la marche contre l'Europe.

Je pourrais raconter mille moments de joie, mille anecdotes, mille moments d'affrontements difficiles mais en cette période de bilan, une constatation s'impose me concernant : Je me suis toujours considéré comme un militant de base, m'efforçant de rester, par choix, loin des

instances dirigeantes. Ma situation d'émigré me confortait dans ce choix. J'avais d'ailleurs le sentiment que cela arrangeait la direction

Ce sentiment s'est accentué lors de l'épisode qui a conduit à la démission d'une partie des camarades du mouvement, d'autant plus qu'il s'agissait, pour nombre d'entre eux de camarades avec lesquels j'avais milité pendant de nombreuses années. Tout en continuant à l'extérieur à défendre bec et ongles le mouvement, j'ai eu un réel mouvement de recul et de déception.

Au plan politique, j'avais l'impression qu'on piétinait, que le dynamisme des années passées était mort :

- *Il n'y avait plus de grandes idées pour rassembler le peuple comme on le disait dans la chanson.*
- *Pourquoi cette « lutte » sur les 50 pas ?*
- *Pourquoi ce manque de présence dans les luttes populaires ?*
- *Sur quelles bases, l'alliance avec le MIM ?*
- *La disparition d'ALCPJ.*
- *Le ronron de la radio qui, à part quelques émissions, semblait monotone.*
- *Le manque de percussion du journal.*

Nous sommes toujours vivants. Que la lutte continue, plus fort que jamais ! Des formes nouvelles restent à inventer car plein d'idées fourmillent. Faisons-les émerger.

Gérard DOULIN

Ouvrier du bâtiment à la retraite

Mes premiers contacts avec le mouvement patriotique remontent à l'année 1973.

En effet j'étais ouvrier dans le bâtiment en cette période sur l'hôtel Méridien, et c'est alors que nous fumes abordés par des camarades intellectuels animés par la volonté d'accompagner les ouvriers dans l'apprentissage de la défense de leurs droits et leur dignité de travailleurs.

Nous avons dans ce domaine conduit nos premières rencontres de formation avec le camarade Daniel Marie-Sainte. Dans l'approfondissement du travail d'organisation j'étais en contact avec d'autres militants tel Cabort Masson, Bravo, et la démarche consistait à faire en sorte que nous améliorons nos conditions de travail mais aussi que nous soyons acteurs de cette démarche, et que nous puissions étendre notre savoir sur des bases de solidarité entre travailleurs avec des salariées d'autres secteurs, principalement dans l'agriculture.

Nous étions également dans cette démarche par le souci de conduire nous Martiniquais les affaires de notre pays en comptant sur toutes les forces vives du pays.

Conduire à cette époque des actions visant à l'élévation de la conscience des travailleurs de ce pays ne se faisait pas dans la simplicité, puisque cette période était marquée par des répressions (Visite de Mesmer). Ainsi nos réunions de travail et d'organisation se faisaient obligatoirement dans le plus grand secret selon une rigueur et la plus grande discipline.

Chemin faisant de nombreux camarades prirent des trajectoires diverses dans leur vies, soit en abandonnant la lutte militante, soit en se réfugiant dans le confort de leur situation.

D'autres camarades ont toujours continué l'action militante et ont été toujours volontaires pour nous accompagner, tel le camarade SAE.

De cette période difficile tout de même pour nous père de famille nombreuses, nous retenons la farouche volonté des différents camarades à transmettre le savoir, à accompagner le parcours scolaire des enfants mais saluons aussi le courage de nos épouse, car l'action militante nous exposait tant du point de vue social qu'économique.

Bien que la vie semble plus difficile, mais il faut croire en des jours meilleurs pour le bien de la nouvelle génération qui, à mon avis, rencontre plus de difficultés, car mon impression c'est que l'on nous plonge dans une vie artificielle ou plane l'illusion de la facilité qui nous aveugle.

Plus de solidarité, moins d'assistanat seront salutaires pour un monde et un avenir martiniquais meilleur.

Léon SEVEUR

**Enseignant, militant chrétien,
Délégué du Comité Populaire Nord Atlantique**

Ma rencontre avec les camarades date de la grève de 1974. Le soir, quand ils revenaient avec les ouvriers en grève, ils se réunissaient à « TROU-TERRE » ; je m'arrangeais pour rencontrer Clément BARBARA qui me donnait les informations en direct.

L'image que j'avais des militants est simple ; des personnes qui s'organisent et qui s'engagent pour défendre les opprimés, les plus faibles. Pour moi, ils rejoignaient tous les chrétiens qui voulaient mettre leur pratique et leurs œuvres en conformité avec leurs convictions religieuses et leur foi. Je n'ai pas eu de problème pour discuter avec eux après et jusqu'à maintenant. Les principales interventions que je pratiquais ce sont les coups de main, l'alphabétisation, et, pendant les dernières années, l'animation de Radio APAL.

Je dois avouer qu'après toutes les réunions et diverses activités, la leçon que je tire c'est que c'est dans l'action auprès des masses que l'on apprend et qu'on doit se former et non dans les débats théoriques. Ceux-ci sont importants pour ceux qui agissent pour chercher les connaissances et qui les analysent pour prendre les décisions qui s'imposent lors des bilans et l'élaboration des projets d'avenir.

Les événements qui m'ont marqué ce sont : la lutte des ouvriers de la banane en 1974, les grands rassemblements du 1^{er} Mai au Robert, les coups de main dans les cannes brûlées.

Mon regard sur la ligne fondamentale est resté le même mais mon analyse sur l'évolution récente est différente. Comment comprendre le déchirement entre des camarades qui se sont fréquentés, qui ont vécu de tels événements, des situations si difficiles avec des souffrances et des joies tant au niveau personnel que collectif et qui en arrivent à se détester voire à se haïr ? Cela m'a beaucoup peiné et amené à m'interroger sur les convictions révolutionnaires de certains.

Je pense que les contradictions sont liées à notre participation aux institutions. Nous n'avons pas exercé un contrôle suffisant sur ceux que nous avons mandatés pour nous représenter. Ceux qui veulent orienter le mouvement dans une autre direction se sont laissés influencer par l'environnement dans lequel les élus baignent et se font des illusions sur la possibilité de changer les choses par la voie électorale. Pour marquer mon désaccord avec l'orientation actuelle, j'ai démissionné du bureau, mais je reste en plein dans le mouvement. De mon point de vue, ceux qui le laissent de fait sont ceux qui s'écarterent de la ligne fondamentale. Le mouvement continuera à se développer en appliquant ses méthodes, en maintenant la qualité des relations humaines qu'il a su instituer entre militants.

La situation est, malgré tout intéressante car elle a permis de distinguer ceux qui étaient convaincus par la ligne fondamentale et ceux qui ne l'étaient pas. Même si au début je l'ai vécue difficilement, je crois que, pour moi, au bout du compte, elle a été formatrice car elle m'a permis de mieux comprendre comment la qualité des relations humaines peut être pervertie par les intérêts individuels.

Je pense qu'il nous faut revenir aux principes fondamentaux :

- appliquer les 4 axes des Comités Populaires présentés en 1983, lors de leur création.*
- Remettre en place les délégués des Comités populaires et désigner le bureau du CNCP dans le respect du règlement,*
- mais surtout relancer la formation et l'organisation du peuple Martiniquais dans un large consensus et cela tant au niveau culturel, politique que syndical.*

D'autre part, à mon avis, il faut organiser la discussion sur :

- le rôle des élus dans les institutions et l'action qu'ils doivent avoir au sein du peuple, la question de savoir, s'il faut gérer pour gérer ou bien gérer pour faire l'apprentissage de la responsabilité et préparer la souveraineté.*
- nos rapports avec la France, la question de l'indépendance socialiste de la Martinique avec les nouveaux enjeux comme la ruine de notre appareil productif, les faiblesses et difficultés pour participer à la mondialisation.*
- les marges dont nous disposons dans un département qui aura un taux si important de personnes âgées, avec un chômage si important, une élite de plus en plus en plus assimilationniste qui s'efforce de maintenir dans l'ignorance un peuple qui n'est pas toujours conscient de ses véritables intérêts, des patriotes qui ne posent pas la question du drapeau et de l'hymne national.*

Yvon SERENUS
Employé à la poste,
Délégué du Comité Populaire Centre, élu par l'AG

Je suis entré en contact avec des militants de « Asé Pléré Annou Lité » en 1978, alors que j'étais dans l'émigration. Je sympathisais avec leurs idées et quand je suis rentré au pays en 1981, j'ai intégré le mouvement. Les militants qui avaient fini leurs études et qui se mettaient au service du peuple me paraissaient sincères dans leur engagement. J'étais déjà sensibilisé à la lutte anticolonialiste et ma participation était, pour moi, un moyen de faire avancer les choses.

J'ai milité dans les quartiers pour aider à l'organisation et aux luttes de la population à Grande Case (Vauclin), à Lafayette (Rivière Salée), à Bochette et à la Ressource, sur l'Habitation Terrier, etc. Je vendais le journal du mouvement et je faisais l'émission « prévention routière » sur la radio. J'ai aussi animé le CNOE (Centre National d'Organisation Economique). Le mouvement faisait avancer concrètement la lutte de notre peuple.

Parmi les événements qui m'ont vraiment marqué, je peux citer la marche de soutien à la Kanaky que nous avons faite entre le Lamentin et Fort-de-France par l'ancienne route, avec des milliers de personnes. Il y a aussi les coups de main, en particulier à Rivière Salée où les habitants, en voyant la centaine de participants, disaient que la Martinique allait changer. J'étais heureux de voir des personnes de la petite bourgeoisie participer au travail et faire des apports sincères à la lutte. En général, j'étais enthousiasmé en voyant que nos luttes faisaient avancer la conscience de notre peuple.

Je n'ai pas laissé le mouvement, mais il y a une situation particulière. Face à la division et aux échecs que nous constatons depuis deux ans, j'ai voulu faire des propositions de méthode pour résoudre les problèmes. Un dirigeant qui avait certainement un projet contraire m'a déclaré que je n'étais « pas crédible et fiable » et « qu'on ne pouvait plus travailler avec moi ». J'ai proposé de travailler à la base, il m'a été répondu qu'on me recontacterait et je n'ai jamais eu de nouvelles. Mon Comité populaire ne s'est pas réuni depuis près de deux ans. Ce qui m'a indigné, c'est que des camarades en qui j'avais confiance, avec lesquels j'ai travaillé pendant trente ans, ont cherché à me discréditer à l'extérieur en disant que je n'étais plus patriote.

Si le mouvement est si affaibli c'est à cause de ce genre de méthodes, et la lutte du peuple s'en sort, elle aussi, affaiblie. . Il nous faut retrouver les fondamentaux et l'engagement sincère des militants. Je crois que certains, qui n'ont pour orientation que les élections, ont perdu cette sincérité. J'ai été particulièrement choqué par le révisionnisme du discours de certains qui disent que « tout le passé historique du mouvement était négatif » et que « la ligne des Ouvriers et des Paysans, les luttes des trente dernières années n'ont pas servi à grand-chose », raison donnée pour se consacrer en priorité aux élections.

Aujourd'hui, je pense qu'il y a un grand risque à moyen et à long terme que tout le mouvement patriotique s'affaiblisse. La cause de cela, c'est qu'il s'est éloigné des luttes concrètes du peuple, qu'on ne fait plus l'apport théorique comme pendant les trente dernières années.

Mais je fais confiance aux patriotes et à notre peuple pour que les choses s'éclaircissent et que la lutte continue.

Léon CHARD

**Ancien ouvrier de chantier naval en France
Actuellement chef d'une petite entreprise
Membre du Comité Populaire Sud**

Je suis entré en contact avec le mouvement en 1980 par l'intermédiaire d'un étudiant que j'ai connu à Paris et qui n'a jamais appartenu au mouvement. Je n'avais aucune image en particulier sinon que le mouvement était issu des luttes de 1974 et dirigé par des marxistes-léninistes. Je m'y suis engagé uniquement du fait qu'il s'agissait de camarades marxistes-léninistes.

J'ai porté ma contribution à travers mes compétences de techniciens, dans l'éducation, les coups de mains, le journal, la radio et la jeunesse

Les principaux dirigeants se sont toujours portés en avant, ils ont toujours pris leurs responsabilités et il y en avait beaucoup à prendre. Ils ont toujours porté en avant mon esprit de camaraderie et de fraternité, et mon esprit de solidarité s'est trouvé renforcé.

Je dois avouer que depuis 2011, je vois les choses autrement ; la direction actuelle semble privilégier les réunions de salon aux réunions dans les masses. Il s'agit d'une déviation idéologique assez grave. Le travail ne s'exerce plus en profondeur comme par le passé en osmose avec le peuple. A cause de cela je pense bientôt laisser le mouvement.

Je pense avoir dit l'essentiel.

Alain LIMERY

**Eleveur
Membre du Comité Populaire de Fort-de-France**

C'est par un concours de circonstances que je fis connaissance avec le mouvement que j'ai toujours qualifié de Mouvement Révolutionnaire de Martinique.

En effet l'environnement social et politique me plongeait dans un contexte de revendication forte autour des organisations syndicales de l'époque.

Mon père délégué syndical est pour quelque chose dans le vif intérêt que je portais à la situation de la Martinique. Le sentiment national m'avait donc envahi très tôt surtout après les évènements meurtriers de la grève des ouvriers de la banane survenus à Chalvet en 74.

C'est donc dans ce froissement de quête d'émancipation, porté par de nombreux jeunes militants et certains habitants du quartier de Volga plage qui ont joué un rôle important dans l'édification du mouvement pour l'émancipation de l'homme martiniquais et la souveraineté, que j'ai concrètement rejoint en 1978.

J'ai su tout de suite que l'organisation jouerait un grand rôle dans le long processus qui conduit inéluctablement à la libération nationale au travers d'un long, fastidieux et passionnant travail d'accompagnement à l'élévation des consciences.

Le travail d'organisation d'éducation de formation des masses qui donna naissance au mouvement avec pour leitmotiv le mot d'ordre ASE PLERE AN NOU LITE puis plus tard à une organisation plus évoluée autour des comités populaires, reste le socle indéfectible pour une progression saine des idées et actions pour l'émancipation de notre pays.

C'est en confiance, et à la lumière de ce bilan et des divers témoignages de nombreux et honorables camarades militants, que j'aborde le travail qu'il nous reste à accomplir dans la quête de notre souveraineté.

Bonne et victorieuse réussite au mouvement révolutionnaire Martiniquais dans sa longue route pour la libération du peuple du joug du colonialisme et de l'impérialisme, et solidairement avec les autres peuples frères en lutte.

« WENO »

Retraité de l'Éducation

En 1970, j'étais en contact avec les étudiants qui avaient choisi de rentrer militer sur place. La ligne politique alors définie provoqua mon enthousiasme vu le peu de perspectives qu'offraient les partis politiques de l'époque.

J'ai pratiqué les coups de main, le soutien scolaire, la formation, les enquêtes dans les quartiers populaires ou avec des ouvriers d'usine. C'est là que j'ai appris combien la « liaison continue aux masses » rapprochait de la ligne juste. Il s'agissait de « Servir le peuple ».

C'est fin 1973 que j'ai cessé de militer quotidiennement sans cesser d'être un sympathisant, toujours en contact, acceptant d'accomplir certaines tâches pour servir la ligne car j'avais une grande confiance dans le mouvement.

Depuis l'entrée sur la scène électorale du mouvement, j'ai eu, de plus en plus, le sentiment qu'on s'écartait de la ligne à laquelle j'avais adhéré. J'ai quand même continué à suivre le mouvement. Jusqu'à un jour de juin 2010 où j'ai été contacté pour une tâche. J'ai dit à mon interlocuteur que je me posais des questions sur les récentes orientations. Il m'a annoncé que quelqu'un viendrait me voir, ce à quoi j'ai répondu que j'aurais préféré « une démarche moins individuelle ». Il m'a demandé d'être patient... Depuis, « silence radio ! »

Depuis, je ne collabore plus et ne partage toujours pas la nouvelle ligne qui me semble être appliquée.

Denise GALLICIA

Auxiliaire de vie sociale, militante associative

Je suis rentrée en contact avec le mouvement en 2006. J'ai commencé à aller écouter et poser des questions dans les réunions qu'il organisait, notamment chez Léon SEVEUR. J'avais l'image d'un groupe sérieux dans lequel je pouvais rentrer et m'investir. Un groupe sérieux, homogène, militant, pratiquant un travail de fond sur le terrain, l'entraide pour la population. C'est ce qui m'a incité à adhérer. Avant cela, j'avais déjà mon opinion. J'allais un peu partout écouter chaque groupe, tous les patriotes de la Martinique, c'est le CNCP qui m'a convaincu.

Dans le mouvement, je participe à la distribution de tracts, à la vente de journaux, au collage d'affiche, aux interventions en période électorale, à tout le travail collectif. J'en ai tiré une bonne expérience. Une bonne expérience de la vie et cela m'a beaucoup apporté à titre individuel dans ma façon d'être, dans ma personne. Cela m'a permis d'améliorer mes relations avec les autres, de réfléchir et d'avoir un autre regard sur la population.

Les événements de 74 m'ont beaucoup marqué, j'étais enceinte de mon fils, je ne pouvais aller nulle part, mais je suivais de près car ma mère a travaillé dans la banane. J'ai trouvé que c'était très dur et que la population avait beaucoup de courage.

J'ai l'impression que notre mouvement est en train de stagner. Notre ligne c'était d'aller en avant et j'aurais aimé qu'on continue comme nous avons commencé. Il y en a qui ont perdu leurs idées ; ils ont perdu leur ligne et leur pratique aussi. Ce qui m'avait plu c'était le fait d'aller vers la population, de l'aider, de l'écouter. Il y avait quelque chose de fond. J'ai l'impression que certains ont lâché. Je n'ai plus contact avec eux.

Notre mouvement fait un beau travail pour réunir tout notre peuple, et c'est bien, mais il y a d'autres, au contraire, qui éloignent le peuple, mettent des petits groupes les uns contre les autres et ce n'est pas de cela que nous avons besoin. Nous disons et nous scandons que « l'union fait la force » mais je ne sais pas si tous ont compris cela. . Ce sont les responsables politiques, les militants qui doivent donner à la population la ligne de conduite ; mais si nous-mêmes nous nous divisons les choses n'avanceront pas.

Certains font leurs affaires et profitent. Ils ne prennent pas en compte la population. Mais la population voit cela et n'attend qu'une seule chose c'est qu'on leur dise « mettez-vous ensemble ! » Il n'y a qu'à voir février 2009.

Ce que je souhaite c'est que nous nous retrouvions

Emile CASSILDE

**Ancien ouvrier soudeur, professeur en construction métallique,
Conseiller Principal d'Education.**

C'est en 1968, alors que j'étais ouvrier boulanger, que j'ai rencontré des camarades marxistes du GS au Lamentin. J'étais profondément dans la religion, mais en discutant avec eux, j'ai appris ce qu'était le marxisme. Nous faisions des réunions clandestines car la répression était forte à l'époque.

Plus tard, j'ai appris la soudure et j'ai travaillé à l'entreprise JPM où j'ai créé le premier syndicat indépendant « l'Union des Soudeurs Martiniquais ». Nous étions en confrontation avec la CGT. Nous menions des luttes très dures. Une fois, un patron allait partir en France sans nous payer, nous l'avons retenu et obligé de venir à la banque avec nous pour nous payer. C'est là que nous avons appris que les ouvriers sont forts quand ils sont unis. Je subissais beaucoup de pressions, les gendarmes passaient régulièrement devant chez moi. Je participais aux réunions de GS 70, nous étions en opposition avec les trotskistes. Nous sommes entrés en contact avec les ouvriers agricoles. Le mouvement était assez important. Le marxisme est devenu mon « icône » car il me permettait de réfléchir et de prendre des mesures justes. Il m'a poussé à aimer la lecture et à comprendre que le plus important pour un ouvrier, c'est d'avoir une philosophie. Autrement, il se fait manipuler. Tous les ouvriers devraient connaître POLITZER.

Il y avait des problèmes entre les intellectuels au GS. Des difficultés familiales, de santé, le déplacement des réunions sur Fort-de-France, tout cela a affaibli le mouvement. C'est là que je me suis rapproché du GAP, par l'intermédiaire de Bravo. J'ai participé à des réunions de formation avec Daniel Marie-Sainte à Volga. Des réunions étaient organisées à mon domicile. J'ai participé à des coups de main, à des formations d'ouvriers.

Je ne me suis pas vraiment détaché du mouvement, mais je sentais un manque de combattivité face à certains problèmes. Notre syndicat n'était pas suffisamment soutenu.

En 1974, après Chalvet, le GAP a commencé à prendre de la force et le GS s'est dissout.

Quand j'ai constaté qu'il y avait des divergences, j'ai décidé de rentrer à l'ASSAUPAMAR qui était très « djok » avec Pierre Davidas, Henry LOUIS-REGIS, Garcin MALSA, etc.

Nous avons aidé Garcin à conquérir la municipalité de Sainte-Anne ; J'ai aussi aidé Antiste à être élu au François, mais j'ai constaté qu'une fois en place ce n'était plus la même démarche qu'il suivait.

Actuellement, je suis toujours sympathisant de l'ASSAUPAMAR et j'anime une émission sur la tradition et la culture à RLDM.

Concernant « Asé pléré Annou Lité » je constate que le mouvement a perdu des forces. Je ne sais pas pourquoi. La jeunesse qui était nombreuse ne participe pas beaucoup. C'est peut-être dû à l'absence de formation et aux relations humaines.

Aujourd'hui, nous sommes dans une dynamique qui a changé. Nous nous empoisonnons avec la propagande diffusée par les médias. Il est important d'analyser l'information, de repérer d'où elle vient et de donner la formation au peuple pour qu'il la comprenne. C'est de là que doit venir l'éclairage qui nous dira où aller. Il nous faut une solide unité pour aller de l'avant.

Et puis, il ne s'agit pas de faire uniquement des critiques et des condamnations, il nous faut proposer et entraîner les moins motivés à se prendre en main.

Je suis convaincu que de toute façon la Martinique deviendra indépendante. La condition c'est que nous arrêtons de nous aliéner et de donner aux autres les moyens de nous dominer. Même s'ils disent que nous sommes une population, nous sommes un peuple.

CHAPITRE IV

REGARD SUR LE MOUVEMENT ANTICOLONIALISTE

A) UNE SITUATION PARADOXALE

Le moins que l'on puisse dire, c'est que des pas de géant ont été accomplis dans la lutte anticolonialiste en Martinique.

- En 1963, des membres de l'Organisation de la Jeunesse Anticolonialiste Martiniquaise (OJAM) étaient incarcérés et trainés devant les tribunaux, accusés de « séparatisme » pour avoir publié un Manifeste intitulé « La Martinique au Martiniquais ». Les rares militants qui osaient se déclarer indépendantistes en public pouvaient être agressés par la population. En 2004, l'alliance des indépendantistes du MIM et du CNCP gagnait la majorité au Conseil Régional avec 75.000 voix !

- Dans les années 60, Le journal du Parti Communiste Martiniquais, « JUSTICE » était régulièrement saisi, parfois même avant la fin de son impression. Aujourd'hui, le gouvernement français ne peut empêcher qu'une dizaine de titres et que des radios alternatives vulgarisent le message anticolonialiste.

- Les organisations de masse impulsées par des militants anticolonialistes sont désormais incontournables : Pour l'essentiel, les centrales syndicales (CSTM, CDMT, CGTM, UGTM,...), l'organisation majoritaire des Parents d'élèves (UPEM), la principale organisation écologique (ASSAUPAMAR), l'Union des femmes de Martinique (UFM) sont animées par des militants anticolonialistes.

- Sur le front culturel, des pas de géant ont été accomplis : le respect de la langue créole et du bèlè s'est imposé ; l'image de soi et de son environnement s'est largement revalorisée, favorisant en conséquence le développement de revendications identitaires plus générales.

Cependant, dans le même temps, on a assisté à l'intensification de la destruction du tissu économique local. La pensée unique secrétée par les tenants de la globalisation s'est infiltrée à tous les niveaux. (Conception de l'économie, de la démocratie, aliénation culturelle).

Malgré les progrès de la conscience nationale, persiste la peur de « perdre les avantages acquis » (en réalité des droits conquis de haute lutte). La majorité de la population, conditionnée par une large fraction de la classe politique, reste persuadée que « L'appartenance à la République française » garantit le maintien des prestations sociales. Même « le parti de Césaire », le PPM, qui se revendique de

l'anticolonialisme mène fortement campagne sur ce thème et pointe le doigt sur les indépendantistes, les accusant de mettre celles-ci en danger. De plus, effets pervers de la crise, les transferts sociaux - quoiqu'en diminution- contribuent, davantage encore, à la survie des couches populaires alors que, dans un contexte où les activités économiques domestiques qui servent d'appoint sont de plus en plus criminalisées par le système dominant.

Mais, en tout état de cause, comme nous l'évoquions dès les premières phrases de ce texte, le système est en fin de course. On sait que, pour tenter de juguler la crise financière qui le désagrège, les classes dominantes intensifient une politique néolibérale barbare dont l'impact sur les peuples est dévastateur (Désengagement de l'Etat, ponction accrue sur « les ménages », etc.) Dans notre pays colonisé, cela conduit inmanquablement à un réveil très douloureux de ceux qui se faisaient des illusions sur la générosité de la « mère patrie ». Ainsi, inexorablement, les conditions objectives et subjectives se réunissent pour que le peuple Martiniquais fasse, une nouvelle fois, irruption sur la scène de son histoire. La grande grève de Février mars 2009 en est un avant- goût.

B/ LES ANTICOLONIALISTES FACE A LEUR RESPONSABILITE

Dans un tel contexte, ceux qui ont vraiment à cœur de contribuer à la construction d'un monde plus juste et débarrassé de toute forme de domination se voient revêtir d'une responsabilité particulièrement lourde. Ce qui impose à tous le devoir de tirer lucidement les leçons de l'expérience des décennies de pratique du mouvement anticolonialiste.

En premier lieu, il faut bien admettre que le poids de l'assimilationisme a longtemps perverti le mouvement anticolonialiste. Les explications historiques et sociologiques en sont évidentes.

L'objectif des luttes des « Hommes de couleur libres » et ensuite de la petite bourgeoisie était avant tout d'obtenir « l'EGALITE DES DROITS » au sein de la société coloniale. Quand naît le mouvement communiste, ses dirigeants organisent la lutte pour que les travailleurs Martiniquais bénéficient des mêmes droits que « leurs frères de métropole. ». Il est important de noter, toutefois, qu'en 1955, un débat a opposé, au sein de la fédération locale du PCF, les partisans du mot d'ordre « EGALITE DES DROITS » à un courant interne qui prônait l'adoption du mot d'ordre « RECONNAISSANCE DES DROITS DU PEUPLE MARTINQUAIS ». Ce dernier courant a été dénoncé et ses partisans écartés.

L'illusion de pouvoir raisonner le pouvoir colonial français et de conduire ainsi les Martiniquais à l'émancipation « DANS LE CADRE DE LA REPUBLIQUE FRANCAISE » gangrènera la lutte anticolonialiste pendant plusieurs décennies.

Aimé Césaire, l'auteur du « DISCOURS SUR LE COLONIALISME » intervenant à l'Assemblée Nationale Française en juillet 1953 déclarait : « *Pour ma part, cela me rappelle la politique qui a été suivie en Indochine et vous savez de quel prix vous payez la politique absolument imprudente qui a consisté à vous aliéner les sympathies de l'élite des populations indochinoises.* » (Propos repris dans Justice du 16 Juillet 1953)

L'apparition, au début des années 70, d'organisations se réclamant du nationalisme ou du Marxisme-léninisme, introduit une nouvelle ligne de front dans la lutte idéologique au sein du mouvement anticolonialiste. Certaines de ces organisations avaient été constituées par des militants implantés sur le sol national, mais la plupart avaient été fondées par des étudiants revenant au pays et reproduisant les clivages existant au niveau international, au début de ces années 70 : maoïsme, trotskisme, etc...

Outre qu'en prônant le mot d'ordre d'indépendance, elles ouvraient l'ère d'une lutte idéologique frontale contre l'assimilationnisme, le regard désormais autocentré et, pour certaines, les méthodes d'analyse marxistes, favoriseront un recentrage dans les positionnements et la pratique du mouvement anticolonialiste martiniquais. Au sein de la gauche non-indépendantiste on conçoit désormais l'autonomie comme une étape. On exige des compétences et un POUVOIR. Depuis quelques années, certains partis autonomistes n'hésitent pas à nouer des alliances avec les partis indépendantistes (PCM, RDM, Bâtir le Pays Martinique). Seules la direction du PPM et la droite ultra continuent à diaboliser les indépendantistes.

Cette tendance positive explique en grande partie les avancées notables qu'on enregistre dans la conscience nationale, dans les revendications identitaires et dans l'exigence d'un développement endogène.

L'arrivée des Patriotes aux commandes du Conseil Régional a constitué un tournant important. La capacité de gestion et la mise en œuvre de politiques alternatives ont contribué, d'une part, à dé-diaboliser les indépendantistes mais d'autre part à faire évoluer les positions de tous les autres partis y compris les plus ancrés à droite. Tous parlent désormais de « spécificités » de « nécessité de pouvoirs locaux ». Tous s'affirment « Martiniquais avant tout », même si certains disent qu'ils ne se sentent pas gênés d'être aussi « FRANÇAIS ET EUROPEENS ! »

La nécessité de consulter le peuple Martiniquais sur son avenir s'est imposée à tous, y compris aux colonialistes.

Il est vrai que les résultats des consultations de 2003 et de 2010 ont été interprétés par beaucoup comme un retour en arrière et que certains ont voué aux gémonies ce peuple qu'ils accusent d'être une masse d'«alimentaires» et d'«aliénés» !!!

Ces analyses à l'emporte-pièce, ne prennent pas en compte les conditions dans lesquelles se sont déroulées ces consultations. Il faut, quand même rappeler que, malgré le contexte de manipulation évoqué plus haut, le « NON » à l'évolution ne l'a remporté que de 1 000 voix en 2003, et ce en dépit du retournement de veste spectaculaire de nombreux dirigeants de gauche ! Il faut rappeler aussi les effets dévastateurs du « chiraj » entre les défenseurs de l'article 74 et les « autonomistes de la troisième voie » en 2010 ! Il faut prendre en compte dans l'analyse la signification de l'abstention aux différentes élections. Encore au lendemain des dernières élections cantonales, tous les observateurs s'accordaient pour faire de l'abstention (64,5 % au premier tour, 62 % au deuxième) « le premier vainqueur du scrutin ».

Alors quand, dans le courant indépendantiste, on voit réapparaître les thèses du genre « Le peuple n'est pas mûr ! », quand on pense le rassurer en lui disant « il n'est pas question d'indépendance mais de seulement de « responsabilité », c'est là qu'on peut parler de retour en arrière !

« Le monde va changer de base. Nous ne sommes rien soyons tout »

CHAPITRE V

LES PERSPECTIVES

Nous vivons actuellement une période absolument décisive dans l'histoire de l'humanité.

Les crises financières et économiques mondiales qui affectent le système capitaliste sont les premiers signes de son implosion. Les gouvernements impérialistes en sont conscients. Pour tenter de perpétuer leur domination ils ont entrepris, d'une part, de généraliser la surexploitation des populations et le sabotage des services publics, d'autre part, de mettre la société en coupe réglée (atteintes aux libertés individuelles et collectives, criminalisation des mouvements populaires). Plus grave, face à l'aiguïsement de la compétition avec les blocs non-occidentaux et ne pouvant endiguer le retour puissant des peuples sur la scène de l'histoire (mouvement des indignés, renversement de pouvoirs totalitaires, montée en puissance des pays anti-impérialistes) les puissances impérialistes recourent sans complexe aux guerres d'agression coloniales et se préparent à un conflit majeur.

Dans le même temps, les immenses tragédies liées aux catastrophes accompagnant le changement climatique et la crise alimentaire majeure qui se profile à l'horizon, marquent l'URGENCE pour l'humanité de se doter d'un autre système qui la sauvera du suicide.

« Le combat collectif suppose une responsabilité collective à la base et une responsabilité collégiale au sommet. Oui, il faut compromettre tout le monde dans le combat pour le salut commun. Il n'y a pas de mains pures, il n'y a pas d'innocents, pas de spectateurs. Nous sommes tous en train de nous salir les mains dans les marais de notre sol et le vide effroyable de nos cerveaux. Tout spectateur est un lâche ou un traître. »

Frantz FANON

Dans un tel contexte, la responsabilité de ceux qui entendent ou prétendent défendre les intérêts de la classe ouvrière, du peuple et des pays asservis est immense. Ne pas rejeter les illusions serait tragique, s'entêter dans la prétention petite bourgeoise est proprement CRIMINEL !

Peut-on sérieusement répondre à l'urgence en ayant comme axe principal d'intervention la préparation des élections à la collectivité unique prévues pour 2014 ?

Pour nous autres, qui restons fidèles à la ligne historique du mouvement « Asé Pléré Annou Lité », qui restons convaincus que, sans accéder à la souveraineté nationale, sans mettre à bas le système capitaliste et impérialiste, aucun peuple ne saurait construire un avenir meilleur, la situation nous commande d'agir en s'arrimant aux axes suivants :

A/ IMPULSER L'ENGAGEMENT CITOYEN COLLECTIF

Quel mouvement pourrait se prétendre Révolutionnaire si, aujourd'hui et concrètement, il ne contribuait pas à ce que notre peuple prenne en main sa vie et son destin ? Ce qui n'est possible qu'à travers l'action des organisations citoyennes. De telles organisations sont nombreuses dans notre pays. Mais leur éparpillement limite leur capacité d'action. La convergence de leurs efforts sera de nature à rendre leur action suffisamment puissante pour transformer la société. Nous sommes convaincus qu'il serait de notre intérêt commun que tous nos compatriotes conscients de l'importance de l'enjeu, surmontant les clivages artificiels et politiques, contribuent à cette nécessaire dynamique de conjonction et de mutualisation. C'est la raison pour laquelle, par exemple, nous considérons que notre devoir est de soutenir le « Forum Solidarité Martinique » (FOS MATINIK). Depuis près de deux ans maintenant, une dizaine d'organisations travaille en commun pour porter réponse, par exemple, aux violences qui désagrègent notre société et au renforcement de la cohésion sociale. Le noyau moteur étant constitué par l'UFM, AP3, APASSE, APICEF, ROBERT AUTREMENT et l'AMEPAS. Qui peut contester que l'élargissement d'une telle dynamique portée par des associations citoyennes, à l'abri de toute récupération politicienne, constitue un formidable outil de progrès entre les mains de notre peuple ?

B/ CONSTRUIRE L'ALTERNATIVE

Comment se déclarer « avant-garde révolutionnaire », comment prétendre vouloir renverser la domination coloniale et mettre à bas le système de « pwofitasyon » si, aujourd'hui, on ne développe pas sur le terrain des ALTERNATIVES SIGNIFICATIVES ? Notre peuple est suffisamment riche d'hommes et de femmes, proposant déjà des pratiques positives, capables de porter des réponses judicieuses à

nos problèmes. C'est maintenant et, sans demander l'aval ou l'autorisation du gouvernement colonial, qu'il convient de construire des réseaux alternatifs dans les domaines de l'économie, de l'éducation, de la santé, etc ... C'est ensemble et maintenant qu'il convient de prendre des initiatives SIGNIFICATIVES pour ressouder le tissu social. C'est maintenant qu'il faut développer une dynamique de **démocratie alternative**.



Rencontre avec des petites entreprises artisanales et commerciales

C/ CONSTRUIRE LA COHESION POUR INVERSER LE RAPPORT DES FORCES

Peut-on sérieusement prétendre qu'on veut renverser la domination coloniale pour construire une Martinique nouvelle et, en même temps, nourrir les divisions au sein du peuple ? Quand on est conscient du caractère agressif de la politique néolibérale menée actuellement par les maîtres du système, quand on sait qu'aucun peuple ne peut se libérer de la puissante tutelle coloniale et gagner son émancipation sans une cohésion nationale plus puissante encore, on ne peut qu'en tirer la conclusion que, ceux qui, (en 2012 !!!), continuent à diaboliser les indépendantistes, qui crachent sur les militants révolutionnaires, qui perpétuent les divisions politiciennes dans le seul objectif de remporter des élections et conquérir des postes, que tous ceux-là, se moquent totalement de l'intérêt supérieur du pays.

La gravité de la situation attend de tous les Martiniquais et de toutes les Martiniquaises qu'ils unissent au plus vite tous leurs efforts pour parer à la profonde détresse dans laquelle vit une majorité de notre peuple et pour arracher notre pays du cercle infernal dans lequel il se trouve. C'est pour cela que les militants fidèles à la

ligne historique de notre mouvement soutiennent sans réserve la dynamique de « KOLE TET KOLE ZEPOL » qui a été lancée depuis le 11 Novembre 2011. Ce cercle permet le partage des réflexions et la coordination des pratiques dans le respect de l'identité et l'autonomie de chacun. A ceux qui prétendent le servir, le peuple Martiniquais ne cesse de lancer cette injonction « *Asseyez-vous autour d'une table et travaillez ensemble !* ». Oui, maintenant, ceux qui sont sincères doivent serrer les coudes dans un esprit de tolérance et de respect mutuel pour construire les digues de protection.

D/ IMPULSER LA LUTTE CONTRE LE SYSTEME CAPITALISTE ET LA DOMINATION IMPERIALISTE! EXERCER NOTRE DROIT A L'AUTODETERMINATION! GLOBALISER LES RESISTANCES!

Peut-on imaginer que nous atteindrons nos objectifs de mise à bas du système de « pwofitasyion » capitaliste et d'émancipation nationale et sociale si nous ne plaçons pas notre combat dans une dynamique de GLOBALISATION DES RESISTANCES ? C'est dès maintenant qu'il convient de prendre des initiatives SIGNIFICATIVES pour réintégrer notre environnement naturel. Des passerelles existent déjà entre les mouvements sociaux et populaires, entre les acteurs économiques et culturels de notre Région. Mais nous pouvons et nous devons nous donner, aujourd'hui, les moyens d'amplifier largement les relations avec les peuples voisins. C'est de la préparation du développement de la Martinique de demain qu'il est question ici. Car, les observateurs avertis ont compris que l'ère de l'occident dominant s'achève, que son système économique va imploser et que le pragmatisme le plus élémentaire nous appelle à préparer notre arrimage à la puissance alternative montante que constitue la zone Amérique Latine- Caraïbe.

E/ MENER LA BATAILLE DES IDEES

Pour saisir l'enjeu de cette bataille, il faut regarder lucidement la réalité. :

- 1°) Les tenants du système néolibéral ont jeté un contrôle tentaculaire et étroit sur tous les médias les plus puissants.
- 2°) Les impérialistes occidentaux ont tous adapté leur doctrine militaire à cette nouvelle réalité. La priorité absolue est donnée au renseignement et à la guerre de l'information. C'est ce qui a permis, par exemple que l'opinion accepte les guerres d'agression barbares menées en Irak et en Libye.
- 3°) Dans le même temps, la révolution des NTIC a permis que les réseaux sociaux soient devenus suffisamment forts pour contribuer à renverser de puissantes dictatures. Ceci, d'ailleurs, n'a pas laissé les maîtres du système sans réaction,

puisque ces mêmes technologies sont devenues le support d'un espionnage massif et que les gouvernements impérialistes multiplient les lois visant à restreindre la liberté des internautes (en même temps qu'ils interviennent pour orienter l'intérêt de ces derniers vers des sites déshumanisants et des tatchages vains et dérisoires).

4°) munis de leurs armes de désinformation massive les oppresseurs parviennent dans beaucoup de cas à isoler, neutraliser et détruire les mouvements alternatifs.

Un mouvement peut-il se prétendre révolutionnaire ou atteindre ses objectifs de lutte, si, dans sa stratégie, il n'intègre pas ces données là. Se polariser sur la seule préparation d'élection ou sur des actions localisées, pire, localistes, ne risque pas d'inquiéter le système. Dans le cadre de la Cohésion Nationale que nous avons évoquée plus haut, il est essentiel que notre peuple définisse ses exigences et mène une offensive diplomatique planifiée et, encore une fois, SIGNIFICATIVE à l'échelle internationale pour faire connaître sa situation et obtenir les soutiens nécessaires à sa cause.

Enfin, concernant la bataille des idées, il nous semble de la plus haute importance que nous participions aux débats théoriques et idéologiques qui ont cours sur la scène internationale. Participer à la dénonciation du système et de ses théories, faire part des expériences de notre peuple et nous enrichir de l'apport des autres permettra que tous ensemble, nous contribuerons au progrès de l'humanité.

Notre conclusion tiendra en trois mots d'ordres qui ont toujours été au cœur de la ligne historique de notre mouvement :

**VIVE LA LUTTE IDEOLOGIQUE ACTIVE POSITIVE
OUVERTE ET CLAIRE !**

VIVE LA REVOLUTION !

TOUT PEP-LA SANBLE, NOU KE FE AN PEYI NEF !

L'INTERNATIONALE

Paroles : Eugène POTTIER (1871) ; Musique : Pierre DEGEYTER (1888)

Couplet 1 :

Debout les damnés de la terre !
Debout les forçats de la faim !
La raison tonne en son cratère,
C'est l'éruption de la fin.
Du passé faisons table rase,
Foule esclave, debout ! Debout !
Le monde va changer de base :
Nous ne sommes rien, soyons tout !

Refrain : (2 fois)

C'est la lutte finale
Groupons-nous, et demain,
L'Internationale,
Sera le genre humain.

Couplet 2 :

Il n'est pas de sauveurs suprêmes,
Ni Dieu, ni César, ni tribun,
Producteurs sauvons-nous nous-mêmes !
Décrétons le salut commun !
Pour que le voleur rende gorge,
Pour tirer l'esprit du cachot,
Soufflons nous-mêmes notre forge,
Battons le fer quand il est chaud !

Couplet 3 :

L'État comprime et la loi triche,
L'impôt saigne le malheureux ;
Nul devoir ne s'impose au riche,
Le droit du pauvre est un mot creux.
C'est assez languir en tutelle, L'égalité
veut d'autres lois :
« Pas de droits sans devoirs, dit-elle,
Égaux, pas de devoirs sans droits ! »

Couplet 4 :

Hideux dans leur apothéose,
Les rois de la mine et du rail,
Ont-ils jamais fait autre chose,
Que dévaliser le travail ?
Dans les coffres-forts de la bande,
Ce qu'il a créé s'est fondu.
En décrétant qu'on le lui rende,
Le peuple ne veut que son dû.

Couplet 5 :

Les Rois nous saoulaient de
fumées,
Paix entre nous, guerre aux
tyrans !
Appliquons la grève aux armées,
Crosse en l'air et rompons les
rangs !
S'ils s'obstinent, ces cannibales,
A faire de nous des héros,
Ils sauront bientôt que nos balles
Sont pour nos propres généraux.

Couplet 6 :

Ouvriers, Paysans, nous sommes
Le grand parti des travailleurs ;
La terre n'appartient qu'aux
hommes,
L'oisif ira loger ailleurs.
Combien de nos chairs se
repaissent !
Mais si les corbeaux, les vautours,
Un de ces matins disparaissent,
Le soleil brillera toujours !



« Moi, l'homme de couleur, je ne veux qu'une chose, que jamais l'instrument ne domine l'homme. Que cesse à jamais l'asservissement de l'homme par l'homme. C'est-à-dire de moi par un autre. Qu'il me soit permis de découvrir et de vouloir l'homme où qu'il se trouve. »

Frantz FANON